

brennpunkt

le magazine critique sur le développement

*drött
Welt*



Dossier
**La pandémie
de la faim**

«C'est important de repolitiser la question de l'alimentation et de la nourriture», interview avec Hélène Bortreau d'Oxfam France

Lutte contre l'invasion de criquets pèlerins au Kenya

L'accord commercial UE-Mercosur, un coup d'Etat

edito

Ce numéro du Brennpunkt Drëtt Welt est dédié à la faim résultant de notre système alimentaire défaillant. Avant l'apparition de la covid-19, l'accès et la production de l'alimentation constituaient déjà des préoccupations urgentes, qui sont en train de s'aggraver encore plus en raison de la pandémie. Dans son rapport publié en juillet 2020, « Le virus de la faim », Oxfam estime que 12.000 personnes par jour vont mourir de la faim, du fait des impacts socio-économiques de la pandémie. En fin de compte, selon l'ONG, il pourrait y avoir plus de personnes qui meurent de la faim que du virus.

En effet, comme l'expliquent les articles dans ce dossier, en raison de différents facteurs, la faim est toujours plus présente et plus préoccupante et nous ne devons pas perdre ce problème de vue.

L'article sur la lutte contre l'invasion d'essaims de criquets pèlerins au Kenya constitue un exemple alarmant de l'impact du changement climatique sur la production agricole. A titre d'exemple, un petit essaim d'un kilomètre carré peut manger en une journée la quantité de nourriture qui nourrirait 35 000 personnes.

Alors que des décisions importantes devront être prises pour faire face aux problèmes liés aux systèmes alimentaires lors du Sommet Mondial sur l'alimentation organisé par les Nations Unies l'année prochaine, la société civile alerte que les entreprises multinationales de l'agro-business tentent de prendre le contrôle sur les négociations et donc sur le futur de nos systèmes alimentaires et agricoles. Les décisions prises lors du Sommet auront un impact direct sur la nourriture qui est servie (ou pas) dans les assiettes des gens, y compris au Luxembourg.

Or, les solutions technologiques promues par l'agro-business échouent, ici et à l'étranger, car elles aggravent la dégradation de nos moyens de subsistance. L'introduction et la consolidation des OGM, des pesticides et des engrais sont en train de détruire notre sol.

Pourtant des alternatives existent, dans le Sud, et ici chez nous, comme le confirment les articles de l'expert environnemental Ashish Kothari de l'Inde et du collectif luxembourgeois Terra. Ils racontent les expériences de petits agriculteurs et de coopératives qui prennent soin de la biodiversité de leur écosystème local, connaissent le sol et ont une relation personnelle avec la terre. Ils s'occupent de la vie de la terre, des êtres vivants et des gens en tant qu'écosystème. Ils construisent la solidarité en partageant avec les autres.

Ces alternatives sont essentielles aujourd'hui, ici et à l'étranger, car le système alimentaire mondialisé risque de s'effondrer sous sa forme actuelle. S'il y a un avenir pour notre relation avec l'alimentation, c'est celui de la solidarité. Ou aucun.

Raquel Luna et Antoniya Argirova

brennpunkt *Sommaire*

Edité par

Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél: 400 427-20
Fax: 400 427-27
RCS F6030
e-mail: brennpunkt@astm.lu
web: www.brennpunkt.lu

Photo Couverture: Boris Dunand,
Unsplash

Comité de rédaction

Antoniya Argirova, Raquel Luna et Julie Smit

Ont participé à ce numéro

Inades Formation Kenya, Ashish Kothari,
Marine Lefebvre, Alex Guillamón Lloret,
Raquel Luna, Anne Müller, Yesha Ramos,
Claudia Saller, Julie Smit, Christiane
Walerich, Morgane Weidig

Layout

Antoniya Argirova

Impression

CA-Press Bascharage

Vous pouvez soutenir le magazine en
faisant un don sur le compte
CCPLU 71 11110102 3550 0000 (BIC :
CCPLULL) avec mention « Brennpunkt
2020 » en n'oubliant pas votre nom et
adresse complète. Renseignements:
Chantale Mugisha
Tél: 400 427-63
e-mail: chantale.mugisha@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois
par an. Tirage: 900 exemplaires.

Reproduction/Nachdruck

La reproduction des articles est
autorisée à condition que la source
soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei
unter der Bedingung, dass die Quelle
angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la
Coopération luxembourgeoise.

Les opinions représentées dans la
présente publication n'engagent que
leurs auteurs.

Dossier: La pandémie de la faim

- 6 « C'est important de repolitiser la question de l'alimentation et de la nourriture. »
- 9 Le « prix juste » et le « coût vérité », quelle valeur accordons-nous à notre alimentation ?
- 13 Lokale Gemueseproduktion
- 16 World food systems at the crossroads
- 19 What does self-reliance really mean? Amazing stories emerge from India's villages
- 21 Lutte contre l'invasion de criquets pèlerins au Kenya
- 24 La faim de privilège
- Cinq questions à**
- 28 «La pandémie ne peut pas servir d'excuse, au contraire, elle doit être un déclencheur pour une législation sur le devoir de diligence. », interview avec Claudia Saller, coordinatrice d'ECCJ (European Coalition for Corporate Justice)
- Perspectives**
- 31 L'accord commercial UE-Mercosur, un coup d'État
- 34 Tu as été si courageuse
- Coin CITIM**
- 37 La pandémie de la faim...pour aller plus loin

Dossier La pandémie de la faim

6



Dossier

LA PANDÉMIE DE LA FAIM

« C'est important de repolitiser la question de l'alimentation et de la nourriture. »



Interview avec Hélène Bortreau, chargée de plaidoyer Agriculture et Sécurité Alimentaire chez Oxfam France réalisée par Morgane Weidig

Nous sommes actuellement confrontés à des catastrophes environnementales sans précédent qui aggravent la faim. Oxfam et d'autres ONG avertissaient déjà des dangers dans certains pays même avant la Covid-19. Selon Oxfam, quelles étaient les tendances concernant la faim auxquelles nous étions confrontés il y a une année ? Quelles sont les tendances maintenant ? Comment évaluez-vous l'impact de la pandémie et ses conséquences sur les problèmes de la faim dans le monde ?

Les tendances sont très inquiétantes. Depuis la crise du prix alimentaire de 2007/08, nous avons observé une augmentation très forte de personnes sans sécurité alimentaire. Aujourd'hui, nous nous retrouvons à des niveaux que nous avons vus il y a dix ans. C'est la 4^{ème} année consécutive où le nombre

de personnes en situation de sous-alimentation augmente.

Les tendances préexistantes à la crise étaient dues aux impacts des conflits, du changement climatique et des inégalités surtout dans le système agricole et alimentaire qui appauvrissent les petit.e.s producteur.trice.s et les travailleur.euse.s dans les chaînes d'approvisionnement.

Depuis des années, nous œuvrons pour atteindre l'objectif de développement durable #2 : mettre fin à la faim dans le monde jusqu'à 2030. Mais en réalité on s'éloigne de ce but. Il y a 2 milliards de personnes dans le monde qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire et Covid-19 s'est superposé à cette crise déjà existante. En 2019, 149 millions de personnes souffraient de la faim. En 2020, à cause de la Covid-19 on estime

que la faim touchera 121 millions de personnes supplémentaires.

En outre, nous observons l'émergence de nouvelles zones de faim comme par exemple en Inde, en Afrique du Sud et au Brésil. Leur niveau d'insécurité alimentaire augmente très vite.

Même dans les pays les plus riches, l'insécurité alimentaire gagne du terrain. Une enquête au Royaume-Uni montrait que 7,7 millions de personnes ont déclaré avoir réduit leurs portions alimentaires ou avoir manqué des repas. On peut dire que la Covid-19 est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Depuis mars, les grands médias ont présenté la pandémie comme la plus grande menace à laquelle nous sommes confrontés. Les politiciens parlent de pays en guerre contre le virus. Est-ce que Oxfam partage ce point de vue des médias et des politiciens ? De plus, si la Covid-19 n'est pas la plus grande menace actuelle, quelle est, selon vous, la plus grande urgence à laquelle nous sommes confrontés en ce moment ? Est-ce la faim ?

Pour nous chez Oxfam, la pandémie est une menace à prendre au sérieux, notamment quand elle touche les personnes les plus vulnérables. Dans les pays pauvres, les services publics et les services de santé sont déjà très fragiles, donc les populations font face à des menaces multiples concernant leur santé et leur existence.

On peut dire que la crise causée par la pandémie s'ajoute à des crises préexistantes et celle-ci est liée à la faim. D'une part, le virus a des effets secondaires causés par le confinement, qui fait que beaucoup plus de personnes se retrouvent sans ressources et donc dans une situation d'insécurité alimentaire. D'autre part, le virus lui-même a aussi des conséquences directes sur les populations des Etats avec des systèmes de santé défaillants. Les populations ont peu d'accès aux systèmes de santé, moins de soins et donc plus de problèmes de santé et moins de capacité

à maintenir leurs activités par exemple dans la production de la nourriture.

Dans notre rapport qui est sorti en juillet, nous avons estimé que 12000 personnes par jour vont mourir de la faim, du fait des impacts socio-économiques de la pandémie. En fin de compte, il pourrait y avoir plus de personnes qui meurent de la faim que du virus.

La majorité des gouvernements des pays dits développés ont appliqué des mesures de confinement pendant des mois. Les mêmes mesures ont été copiées par les gouvernements des pays en développement. Dans quelle mesure est-il réaliste d'appliquer un confinement durant des mois dans des pays où la majorité de la population est dépendante d'une rémunération journalière pour se nourrir ? Y a-t-il des politiques alternatives pour assurer les familles de ne pas avoir à choisir entre la faim et la covid-19 ?

Les mesures nécessaires ont été copiées-collées par les différents gouvernements, mais les conséquences de ces mesures se distinguent entre pays riches et pays pauvres.

On estime que 60 millions de personnes pourraient plonger dans la pauvreté du fait de la pandémie et des effets directs des mesures de confinement.

On fait face à un chômage de masse, notamment pour les personnes qui travaillent dans l'économie informelle et qui représentent environ 60% de la population mondiale se retrouvant sans protection sociale ou mesures contre le chômage. Ces gens, qui n'ont plus la possibilité de poursuivre leurs activités d'emploi, se retrouvent sans revenu et dans une situation de précarité totale.

Les mesures contre la Covid-19 ont fortement affecté le secteur agricole, surtout les petit.e.s agriculteur.trice.s et producteur.trice.s. Certains n'ont pas eu la possibilité de vendre leurs produits, parce que les marchés étaient fermés. De plus, dans les pays pauvres, avec un système de récolte communautaire, les paysans étaient forcés de laisser pourrir leurs produits dans les champs à cause



des mesures de restriction contre le virus. Ceci a des effets directs sur leur revenu à très long terme. Afin de garantir un peu de revenu, les paysans ont dû vendre des ressources agricoles. Par exemple, des producteurs de lait ont dû vendre leurs vaches qui représentaient leur principale source de revenu ou des horticulteurs ont dû vendre leurs semences qui devaient être plantées lors de la prochaine saison.

Les pays les plus riches ont introduit des mesures comme des aides pour relancer l'économie et pour soutenir les travailleurs. Les pays les plus pauvres ne bénéficient pas de ce type d'aides.

Nos recommandations pour les gouvernements sont de mettre en place des filets de protection sociale, de soutenir les petits producteurs et éleveurs afin d'éviter des ruptures lors des saisons à venir, faciliter leur retour au travail et leur accès au marché et les rendre plus résilients.

Malgré les initiatives et objectifs des Nations Unies et d'autres organisations mondiales pour lutter contre la faim, quels sont les obstacles qui les empêchent d'atteindre ce but ? Dans cette constellation, quel est le rôle et la responsabilité des gouvernements des pays riches, des pays pauvres et des consommateurs ?

Cette question est liée à la question précédente parce que mettre en place des filets de protection sociale coûte beaucoup d'argent. Une mesure qui doit être prise par les gouvernements des pays riches est d'annuler la dette des pays pauvres. On estime que si la communauté internationale annulait ces dettes, cela générerait une somme de mille milliards qui permettrait à tous les pays pauvres de mettre en place des mesures pour soutenir leur économie et donc leur population.

Cela n'est pas seulement une question d'argent mais aussi de ciblage, c'est-à-dire définir dans quel secteur investir cet argent. Il est important de l'allouer aux secteurs les plus sensibles, comme le secteur agricole, qui a été délaissé les dernières années. Dans ce secteur ce sont les plus petit.e.s agriculteurs, trice.s qui en bénéficient le moins, compte tenu qu'ils sont en compétition avec des acteurs beaucoup plus grands. Cela crée une grande inégalité dans le système alimentaire dans lequel les grands producteurs bénéficient le plus du soutien du gouvernement et en même temps dictent les termes d'échange et les prix globaux avec le but de réduire leurs coûts et de maximiser les profits.

Oxfam plaide pour une transition radicale des systèmes agricoles et alimentaires plus justes avec une approche basée sur le respect des droits humains.

Dans notre rapport qui est sorti en juillet, nous avons estimé que 12000 personnes par jour vont mourir de la faim, du fait des impacts socio-économiques de la pandémie. En fin de compte, il pourrait y avoir plus de personnes qui meurent de la faim que du virus.

Ce but pourrait être atteint avec le soutien du Comité de sécurité alimentaire mondiale (CSA). C'est une plateforme inclusive qui réunit les gouvernements, la société civile, le secteur privé et la recherche afin de coordonner la gouvernance des systèmes alimentaires. Les gouvernements devraient investir davantage dans cette plateforme.

En ce qui concerne le rôle et la responsabilité des consommateurs, il faut questionner le système alimentaire et son impact sur les droits humains et les conditions climatiques. Ils peuvent aussi questionner l'impact de leur propre consommation sur la crise climatique et enfin, s'informer et interpeller les décideurs politiques.

En 2021, le secrétaire générale des Nations Unies, António Guterres, convoquera le Sommet des Systèmes Alimentaires. Dans quelles circonstances le sommet va-t-il se dérouler? Quel devrait être le résultat de ce sommet, selon Oxfam ?

Oxfam est encore en discussion pour savoir comment se positionner sur ce sommet.

Le sommet a été bien reçu de la part de la société civile parce qu'il remet la question de l'alimentation au cœur de l'agenda politique alors qu'elle a été complètement abandonnée pendant des années. C'est très important pour Oxfam de repolitiser la question de l'alimentation et de la nourriture.

Il y a pourtant beaucoup d'inquiétudes sur le processus d'organisation de ce sommet qui ont été partagées par la société civile. On exprime un regret de ne pas voir clairement le rôle du CSA dans ce sommet. Comme mentionné avant, c'est la plateforme la plus inclusive sur l'alimentation et la nutrition. En plus, dans le CSA on est en train de discuter sur des principes directeurs politiques concernant le système alimentaire.

Si ce sommet a pour but de traiter la question de la faim, il faut qu'il facilite la participation des groupes qui sont en général exclus des décisions et marginalisés dans les systèmes agricoles et alimentaires comme par exemple les plus petits producteurs, les femmes de manière générale, les populations autochtones. Nous nous trouvons actuellement dans une situation où les plus gros producteurs contribuent à un système vraiment défaillant, qui bénéficie à une petite minorité, qui contribue aux inégalités et à la pauvreté et qui échoue grandement la sécurité alimentaire de la population. De plus, la nourriture produite par ce système n'est pas de qualité.

On a besoin d'un espace institutionnel qui soit inclusif et qui mette au cœur les discussions des producteurs et des institutions de recherche.

Ces idées font partie des recommandations de beaucoup d'ONG, de mouvements paysans et d'institutions de recherche pour le Sommet sur l'alimentation 2021.

On dit que l'un des effets positifs de la pandémie COVID-19 est que beaucoup plus de personnes commencent à remettre en question le système alimentaire dominant, la manière dont

les aliments sont produits et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Pensez-vous que cela pourrait donner une impulsion aux mouvements alimentaires locaux alternatifs qui se sont développés ces dernières années ?

Nous sommes d'accord qu'il existe des alternatives et que la crise a mis en lumière le rôle que les agriculteurs jouent pour nourrir les populations. Il y a maintenant cette polarisation entre la grande distribution et la diversification d'alternatives.

Oxfam observe que notre système alimentaire ne fonctionne plus depuis plusieurs années et la Covid-19 a dévoilé ces défaillances. Il faut mettre en cause notre production et consommation et notre gouvernance du système alimentaire et agricole.

On parle beaucoup de souveraineté alimentaire. Ceci est important, mais ce n'est pas le seul critère à respecter. Il nous faut une approche basée sur les droits humains.

Oxfam supporte l'approche de l'agroécologie, comme un modèle alternatif qui permet un système plus juste et qui rend les petits agriculteurs plus résilients par rapport aux changements climatiques et aux marchés. Toutefois, on a besoin d'un financement et de soutien pour promouvoir cette transition ainsi que des mesures politiques qui soient cohérentes dans tous les domaines.

Le rapport d'Oxfam « Le virus de la faim » peut être consulté sur: <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-de-la-faim-comment-le-coronavirus-semble-la-faim-dans-un-monde-affame>

Le « prix juste » et le « coût vérité », quelle valeur accordons-nous à notre alimentation ?



Marine Lefebvre, SOS Faim Luxembourg

Courant avril 2020, en pleine période de confinement, une auditrice de la radio France Inter avait jugé utile de décrocher son téléphone pour faire part aux auditeurs de son effarement face au prix des bottes d'asperges... Si, au premier abord, la futilité de cette intervention pouvait sembler choquante, ce cri du cœur cachait en fait une réalité d'une grande complexité et qui n'était pas sans rapport avec la crise collective que nous étions en train de vivre...

Tandis que l'Est de l'Allemagne est notamment spécialisé dans la production d'asperges, cette culture repose largement sur une main d'œuvre saisonnière sous payée, venue des pays de l'Est européen. En cette période de mesures d'exception, ces mains d'œuvre saisonnières n'ont pas été libres de réaliser leur migration saisonnière habituelle et les producteurs ont dû se tourner vers des main d'œuvre locales, occasionnant un coût salarial bien supérieur. D'où, logiquement, des hausses de prix importantes.

...Sauf qu'en matière de prix, la logique est rarement de mise et on pourra invoquer aussi bien de mauvaises conditions climatiques qu'une contraction de la demande... voire mille autres raisons pour expliquer les variations de prix des produits agricoles. On a même dénoncé, suite à la crise de 2008, le rôle des spéculateurs sur les matières premières agricoles pour expliquer l'envolée des prix des matières premières sur le marché mondial. Dans une telle complexité, si le consommateur ne s'y retrouve pas, le producteur n'est guère plus avancé. Et qui tire les marrons du feu ? Les gros

industriels qui maîtrisent leurs marges et manient le chantage à l'emploi en toutes circonstances...

L'impasse de la mondialisation néolibérale et productiviste

Agriculteurs, producteurs et consommateurs se sentent bien souvent piégés par un système dont les règles du jeu ne sont ni équitables, ni durables. Or, crise de la COVID jouant un rôle d'accélérateur des dysfonctionnements, certains observateurs, tel Gérard Choplin, spécialiste des politiques agricoles, prédisent « le commerce international agricole marche sur la tête et pourrait nous jouer des tours dans les prochains mois. Ses règles, qui datent de 1994 (création de l'OMC, Organisation mondiale du commerce) et formatent notre Politique agricole commune, favorisent les exportations/importations et défont les mesures de sécurité alimentaire

comme la constitution de stocks ou la régulation des marchés. Importer du soja du Brésil, transformé en porc dans de grands élevages danois surendettés, puis exporté au Japon en laissant le lisier sur place, est un non-sens qui produit beaucoup d'externalités négatives et de fragilité économique. Mondialiser les prix agricoles à des niveaux inférieurs aux coûts de production et verser des sucettes aux paysans pour qu'ils continuent à produire quand même a été criminel ».

C'est ainsi que 20% des fermes reçoivent 80% des aides de la PAC dans l'UE, tandis qu'au sein « des chaînes d'approvisionnement alimentaire, les acteurs dominants ne cessent de s'enrichir, alors que de l'autre côté de la chaîne, la valeur revenant aux agriculteurs est passée de 31% en 1995 à 21% en 2018. »

Comment en est-on arrivé là ?

Quelques rappels : dès 1962, la PAC (politique agricole commune) se donne pour but de "moderniser" l'agriculture et d'assurer un "emploi optimal des facteurs de production" au niveau du continent. De nombreux instruments et subventions ont donc promu l'intensification et la standardisation de la production et de la distribution des produits agricoles en Europe, afin d'inscrire l'agriculture du continent sur les marchés mondiaux. Malgré quelques efforts pour le développement rural, l'écoconditionnalité et le "verdissement", la PAC (aujourd'hui encore le premier poste de dépense de l'UE) reste fondée sur une politique néolibérale qui va à l'encontre de l'agriculture paysanne et de la souveraineté alimentaire des territoires.

Par ailleurs, la création de bassins de production intensifs et spécialisés a soumis l'ensemble des régions européennes à la concurrence de ces pôles. Cela a à la fois favorisé la disparition des paysans et des



systèmes de subsistance locaux dans les campagnes européennes, et entraîné des mouvements migratoires de travail agricole vers ces mêmes pôles agro-industriels. Le cas d'Almería, dans le Sud de l'Espagne est emblématique d'une agriculture industrielle mondialisée qui repose en partie sur la disponibilité d'une main d'œuvre flexible, précaire, et bon marché.

Ajoutons à cela la substitution de monocultures intensives, aux pratiques circulaires qui combinaient agriculture et élevage pour enrichir la terre de manière naturelle de sorte que, sur les quelques 6 000 espèces de plantes cultivées à des fins alimentaires, moins de 200 contribuent désormais de manière substantielle à la production alimentaire mondiale, et moins d'une trentaine fournissent 90 % des calories consommées, dont plus de 40 % dues au seul trio céréalière blé/riz/maïs.

Or, ces monocultures sont particulièrement vulnérables aux maladies, aux ravageurs et aux aléas climatiques, nécessitant toujours plus d'intrants (engrais, eau, pesticides...), tandis que la raréfaction de la biodiversité fragilise les écosystèmes qui sont moins à même de résister au changement climatique.

Songeons encore à cet autre non-sens : l'UE est exportatrice nette de produits agricoles et pourtant, elle « externalise de plus en plus l'empreinte environnementale de ses systèmes alimentaires et 31% des terres utilisées pour répondre à la demande alimentaire de l'UE se trouvent hors d'Europe » !

A l'UE qui a signé les accords de Paris, les experts rappellent l'obligation d'une mise en cohérence de ses politiques pour cesser d'encourager l'exportation dans les secteurs de la viande et du lait, deux secteurs très émetteurs de gaz à effet

de serres. « Les différentes politiques de l'UE, adoptées dans des perspectives sectorielles et divisées, entraînent une certaine inefficacité à cause de leurs incohérences et contradictions. »

La relocalisation pour atteindre le prix juste ?

Relocaliser, tel est le crédo d'un nombre croissant d'acteurs, comme en témoigne cette tribune publiée le 7 juillet 2020 dans le quotidien français Libération, et signée par un collectif composé de syndicats et de comités divers : A Bruxelles comme à Paris, endiguer le virus du libre-échange ; « Après, comme avant la pandémie, la Commission veut décourager les restrictions aux échanges par une ouverture continue des marchés afin de sécuriser l'accès aux matières premières, garantir aux multinationales européennes leur mainmise sur les chaînes d'approvisionnement à des coûts aussi faibles que possible, et les aider à conquérir de nouveaux marchés. (...) Relocaliser, c'est remettre les pieds sur terre. Relocaliser, c'est tourner la page d'une politique commerciale qui fait du dumping social, fiscal et écologique un horizon indépassable. Relocaliser, c'est ne plus faire de l'emploi et de la planète les variables d'ajustement de la rentabilité économique et financière. (...) C'est enfin substituer à la logique du « produire plus, toujours plus vite, moins cher et n'importe où, avec moins de travail et moins de contraintes environnementales » celle du « produire mieux, via des emplois de qualité, des processus de production préservant la planète, des circuits courts, pour satisfaire les besoins essentiels des populations ».

Dans les pays du Nord comme dans ceux de Sud, une part croissante de la population est soucieuse de se réapproprié son alimentation et participe à l'émergence d'initiatives innovantes qu'on rassemble sous le terme de Systèmes alimentaires territorialisés : gouvernance et gestion collective des ressources, partage de la valeur ajoutée, les innovations

donnent aux collectivités territoriales de nouveaux outils pour reconstruire un tissu de producteurs et transformateurs au service du territoire.

Et c'est l'une des innovations mise en valeur pas les experts d'Ipes-FOOD qui prônent une politique alimentaire commune pour l'Europe en lieu et place de la PAC : « une politique qui concerne l'ensemble du système alimentaire, qui regroupe les différentes politiques sectorielles qui influencent la production, la distribution et la consommation des produits alimentaires et qui replace au cœur de toute action la transition vers la durabilité. »

Le rôle du consommateur

Si des alternatives se dessinent, comment leur permettre de s'imposer ? Le rôle du consommateur est loin d'être négligeable et sa prise de conscience peut contribuer à inverser les rapports de force. Charge à lui de ne plus accepter un système de commercialisation qui dédouane les filières industrielles des externalités négatives qu'elles génèrent : Jusqu'aux années 60, la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation s'élevait à près de 30% pour stagner désormais autour de 11% dans les pays industrialisés, alors qu'il avoisine encore les 50% dans les pays subsahariens !... N'y a-t-il pas collectivement un effort à faire pour payer les producteurs au juste prix au lieu d'enrichir les actionnaires des multinationales de l'agro-alimentaire et de devoir payer à travers nos impôts les conséquences sociales et environnementales de la compression des prix ?

En Allemagne, pays du « hard-discount », les enseignes de distribution telles que Aldi et Lidl s'engagent régulièrement dans des guerres de prix pour gagner la faveur des consommateurs. Mais ces pratiques sont de plus en plus controversées outre-Rhin et une réflexion sur la répartition de la valeur entre agriculteurs, transformateurs et distributeurs a été

entamée par le gouvernement d'Angela Merkel. Dans le même temps, le groupe Aldi faisait l'acquisition de six mille hectares de terres agricoles pour 40 millions d'euros en Thuringe, dans l'est de l'Allemagne.

Cette vente « à une entreprise étrangère au monde agricole, qui plus est à un discounter », a été jugée « irresponsable » par le ministre de l'Agriculture de Thuringe, Benjamin-Immanuel Hoff, membre du parti de gauche Die Linke. L'élu a dénoncé un cas d'accaparement de terres, phénomène qui a d'ailleurs pris de l'ampleur ces quinze dernières années, un peu partout dans le monde : « de gros investisseurs privés rachètent des terres, font grimper les prix, ce qui chasse les petits agriculteurs locaux. Le placement peut être attractif, surtout quand il donne droit à des millions d'euros de subventions européennes de la PAC. Les opérations sont parfois opaques ; des investisseurs préfèrent avancer masqués, en prenant des parts dans les sociétés acquéreuses ».

Selon l'Institut de recherche Thünen, qui a mené l'étude sur le territoire de l'ex-RDA, « entre 2008 et 2018, le prix d'achat des parcelles a augmenté de 216 %. Là encore, le système de subventions de la PAC est dans le collimateur car c'est lui qui indexe le montant des aides à la surface agricole, conduisant à des situations injustes et absurdes.

Outre la mise en œuvre d'une profonde réforme de la PAC, il est attendu des pouvoirs publics de tous les pays de l'UE qu'ils renoncent à apporter prioritairement le soutien de financements publics à une forme de production agricole qui peut être assimilée à un « système d'exploitation du vivant sous toutes ses formes ». Pour définir et adopter des normes plus équitables et, disons-le, plus sensées, les pouvoirs publics pourront notamment s'appuyer sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales qui, depuis 2018, reconnaît une spécificité des problèmes rencontrés par cette catégorie de population à travers le monde et décrète, entre autres : LE

Outre la mise en œuvre d'une profonde réforme de la PAC, il est attendu des pouvoirs publics de tous les pays de l'UE qu'ils renoncent à apporter prioritairement le soutien de financements publics à une forme de production agricole qui peut être assimilée à un « système d'exploitation du vivant sous toutes ses formes ».

DROIT À UN REVENU DÉCENT ET À DES MOYENS DE SUBSISTANCES DÉCENTS AINSI QU'À L'ACCÈS AUX MOYENS DE PRODUCTION NÉCESSAIRES (ARTICLE 16 DE LA DÉCLARATION).

Cette avancée majeure est le fruit de la lutte menée pendant 25 ans par le plus grand mouvement social de la planète, La Via Campesina, fondée en 1993 et regroupant aujourd'hui quelques 250 millions de paysan.ne.s à travers le monde. Ils ont réussi à se faire entendre devant l'Assemblée générale des Nations Unies et ce, malgré l'opposition de certains lobbies industriels qui ont convaincu quelques Etats de s'opposer à ce texte. : lorsque 122 pays ont voté pour, 8 ont voté contre, parmi lesquels on trouve sans surprise les Etats-Unis, l'Australie, Israël et le Royaume-Uni. Quant à la majorité des Etats de l'UE, ils se sont abstenus, à l'exception notable du Portugal et...du Luxembourg qui ont tous deux apporté leur appui au mouvement paysan !

Mais, contrairement à ce que Paulette Lenert, alors Ministre de la coopération et de l'action humanitaire a pu laisser entendre lors de son intervention au Séminaire qui s'est tenu le 15 novembre 2019 au Luxembourg pour la mise en œuvre de la Déclaration, ce texte ne peut se satisfaire de sa seule dimension symbolique et doit être porté par tous ceux qui veulent mettre fin à « la destruction de millions d'êtres humains par la faim ».

Notons que dans son accord de coalition, l'actuel gouvernement luxembourgeois a inscrit des mesures allant dans le sens de la transition écologique et de la relocalisation de la production alimentaire mais ... celles-ci tardent à se concrétiser : approvisionnement des cantines en produits locaux avec des méthodes de production durables, création de structures de transformation des produits locaux et saisonniers, création d'un conseil politique alimentaire ; autant de projets qui doivent permettre de nous réapproprier notre alimentation pour atteindre la souveraineté alimentaire.

Vers une mobilisation massive de l'opinion publique et des consommateurs ?

« Pour la première fois de son histoire, l'humanité jouit d'une abondance de biens. La planète croule sous les richesses. Les biens disponibles dépassent de plusieurs milliers de fois les besoins incompressibles des êtres humains. Mais les charniers aussi augmentent. »

A nous, habitants des pays industrialisés et prédateurs des matières premières des pays en développement, la production de masse continue de nous donner accès à une alimentation abondante et bon marché (du point de vue du porte-monnaie du consommateur du moins). Mais qu'on ne s'y trompe pas ; cette époque d'insouciance ne saurait plus durer et gageons que la

« Corporate Due Diligence and Corporate Accountability » (ou devoir de vigilance des entreprises) finira par concerner aussi les consommateurs que nous sommes. Les externalités négatives sont de plus en plus coûteuses et ne nous autoriseront plus longtemps à faire l'impasse sur leurs conséquences, tant du point de vue social qu'environnemental. La nécessaire réforme passe par une prise de conscience des consommateurs qui peuvent renforcer les mouvements sociaux engagés pour des changements radicaux. Selon les experts d'Ipes-FOOD, la transition de système alimentaire ne sera possible que moyennant une mise au pas des lobbies de l'agro industrie qui ont trop d'influence sur les décisions politiques de l'UE et l'empêche de s'émanciper des intérêts court-termistes des investisseurs.

La transition alimentaire que les citoyens appellent de leurs vœux n'est pas une chimère ; la réforme du système alimentaire est probablement le levier le plus accessible pour la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et leurs conséquences sur le climat. Le consommateur trouvera dans l'agriculteur le meilleur des alliés si sa préoccupation cesse d'être celle du prix le plus bas pour devenir celle du prix juste, de la qualité et de la durabilité sociale et environnementale ! Et si enfin, à un système d'accaparement de la valeur ajoutée par quelques-uns, nous parvenons à substituer une répartition plus équitable des ressources naturelles et des richesses, seule voie pour faire réellement reculer le fléau de la faim :

« Sur le milliard de personnes gravement et chroniquement sous-alimentées, les seigneurs du capital mondialisé exercent un droit de vie et de mort. Par leurs stratégies d'investissement, par leur spéculations boursières sur les aliments de base, par les alliances politiques qu'ils concluent, ils décident chaque jour de qui a le droit de vivre sur cette planète et de qui est condamné à mourir ».

Écrit avant la pandémie de COVID-19, ces propos de J. Ziegler trouvent une étrange résonance avec les alertes actuelles lancées par la FAO selon laquelle les

diverses mesures restrictives justifiées par la crise de la COVID-19 (fermeture des frontières et des marchés, interdiction d'accès aux champs, interruption des échanges, etc...) pourraient précipiter 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté et la faim.

Cet article a été publié dans le cadre des Transition Days et constitue l'un des nombreux moyens utilisés pour aborder le thème de l'alimentation. « How to live together in one planet world », telle est la question globale posée cette année par les Transition Days. Durant 9 mois, ils tenteront d'y répondre en examinant 9 thèmes différents, tels que l'alimentation, l'énergie ou le transport, en utilisant la métaphore d'une maison et ses 9 différentes pièces. Les articles mensuels permettent d'analyser ces sujets sous un angle plus théorique ou politique. www.transitiondays.lu

Lokale Gemüseproduktion



Interview mit Christiane Walerich, Terra

Terra ist eine „Solidarische Landwirtschaft“, die seit 2014 besteht. Auf dem Eicherfeld bei Luxemburg-Stadt gelegen, produziert das Team von Terra ohne Pestizide oder chemische Dünger sowie dem No-Dig-Verfahren wöchentlich rund 250 Gemüsekörbe für seine Mitglieder. Viel Wert wird auf die Aufwertung des Bodens gelegt, rund 300 Gemüse-, Obst- und Blumenarten befinden sich im Garten.

Was verstehen Sie unter der gegenwärtigen Nahrungsmittelproduktion im In- und Ausland?

Große Handelsketten für Lebensmittel gab es in den USA spätestens seit Mitte des 19. Jahrhunderts, Supermärkte im heutigen Sinne mit Selbstbedienung und einem Lebensmittel-Komplettangebot wurden Anfang der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts auch in Europa gegründet. Seit den 1950er Jahren entstanden die großen Einkaufszentren oder Shopping Malls auf der grünen Wiese.

In dieser neuen Verkaufsform wurden Waren hochgestapelt; Preise wurden ausgezeichnet und waren nicht mehr verhandelbar. Fertig abgepackte Waren sowie Markennamen nahmen Einzug in die Läden. Supermärkte suggerieren, dass die Auswahl groß und die Preise günstig sind, was auch das Kaufverhalten der Kunden beeinflusst.

Diese neue Logik des Einkaufens entsprach dem Optimierungsdrang, der seit der Industrialisierung in vielen Lebensbereichen Einzug gehalten hatte, der letztlich auch dazu führte, dass Verbraucher/Innen aus ihrer Verantwortung entlassen wurden. Versorgung wurde an andere delegiert. Jedoch: Konsum schafft Distanz.

Gleichzeitig hat die Politik durch eine subventionierte Mechanisierung und Intensivierung der Landwirtschaft mit dazu beigetragen, billig zu produzieren und Monokulturen zu fördern. Supermärkte haben ein Interesse an großen Quantitäten zu niedrigen Preisen. Die Vorteile der modernen industriellen Lebensmittelproduktion hängen weitgehend von billigen, schnellen Transporten ab sowie begrenzter Produktvariabilität.

Dabei passiert dreierlei: Nicht nur die Umwelt bleibt auf der Strecke – auch werden Landwirt/innen weder für die Qualität ihrer Produkte entlohnt, noch werden ihre Arbeitsstunden bezahlt. Zweitens werden Konsument/innen an billige (und gesundheitlich bedenkliche) Lebensmittel gewöhnt und zunehmend von der Natur entfremdet. Drittens haben Subventionen dazu geführt, dass es zur Überproduktion gewisser Lebensmittel kam, die nicht mehr regional vermarktet werden, sondern z. T. ins ferne Ausland (etwa als Pulvermilch) exportiert werden.

Die Produktion der Lebensmittel braucht jedoch faire Absatzmärkte: Reinen Produzent/innenmärkten (Farmer's markets) müssten gegenüber Supermärkten massive Standortvorteile eingeräumt werden, sodass lokale Produzent/innen ihre Waren zu einem gerechten Preis direkt an Konsumenten verkaufen können und sowohl ihre Arbeitsleistung als auch ihren Dienst an der Natur entlohnt wird.

Produzent/innenmärkten existieren heute weltweit und spiegeln lokale Kultur und Ökonomie wider. Durch den direkten Verkauf an Verbraucher benötigen Produkte zudem kürzere Transportwege, eine geringe Handhabung, keine Kühlung



oder Lagerzeit. Die Bauernmärkte tragen dazu bei, wichtige soziale Bindungen aufrechtzuerhalten, indem sie die ländliche und städtische Bevölkerung oder Nachbarn miteinander verbinden, auch nahegelegene Unternehmen können von den Kunden profitieren.

Für die Verbraucher bedeutet ein Produzent/innenmarkt frischere, saisonale, gesündere sowie eine bessere Auswahl an Lebensmitteln z.B.: weniger transportunempfindliche Sorten, Weidefleisch, Eier und Geflügel aus Freilandhaltung, handgemachter Bauernkäse etc. Und der Konsument bekommt die Probleme der Produktion aus erster Hand mit.

Eine weitere Vermarktungsform, die die Unabhängigkeit des Direktverkaufs garantiert und zudem die Transparenz und Unmittelbarkeit zwischen Landwirt und Konsument fördert, ist die Solidarische Landwirtschaft (Solawi). Bei diesem System - auf dem auch TERRA basiert - zahlen die Verbraucher die landwirtschaftlichen Betriebe saisonal, um wöchentliche Gemüseboxen zu erhalten. Statt auf Subventionen und Zwischenverkäufer basiert das Konzept auf Solidarität und verantwortungsbewusstem Konsum.

Welches sind die Trends, die unseren Zugang zu Lebensmitteln jetzt und in naher Zukunft in Luxemburg und im Ausland beeinflussen?

Hört man die Nachrichten im Radio, so wurde dieses Jahr oft vom schönen Wetter berichtet. Seit mindestens drei Jahren jedoch durchläuft Luxemburg wie so viele andere Länder eine Trockenheit. Der Klimawandel ist nicht mehr zu leugnen. Wetterextreme nehmen zu, wohl auch durch die viel diskutierten Veränderungen in den Meeresströmungen.

Im Garten von TERRA merken wir die extremen Klimabedingungen unmittelbar. Gemüse und Früchte bleiben in trockenen Sommern deutlich kleiner als in Sommern, in denen es genügend Wasser gibt. Klimawandel und der damit verbundene Temperaturanstieg bedeuten für die Gärtner grundsätzlich

nicht nur ein hoher Verbrauch von Wasser, sondern auch dass Kulturverfahren verändert und bestimmte Kulturen nicht mehr angebaut werden können.

Bei Stress - wie einer Hitzewelle - schalten einige Pflanzen in den Überlebensmodus und bilden gleich Blüten resp. Saatgut aus. Auch Direktaussaaten im Freiland funktionieren bei 35 Grad Celsius und mehr nur noch bedingt, der Gärtner wird gezwungen die Pflanzen vermehrt in Anzuchtplatten vorzuziehen und in einem weiteren Schritt als Jungpflanzen auszupflanzen.

Ein weiteres Problem ist die Austrocknung des Bodens: Zu wenig Wasser bedeutet nicht nur, dass Pflanzen Durst haben, sie hungern auch. Es ist der Boden mit seinen Millionen Lebenswesen, der die Nährstoffe der Pflanze zur Verfügung stellt. Bei Trockenheit jedoch sind Bodenbakterien in ihrer Anzahl und in ihrer Aktivität eingeschränkt: Ohne Wasser können die Nährstoffe nicht mehr zu den Pflanzen transportiert werden.

Das gleiche gilt für Bäume - Bäume sind ein wichtiger Bestandteil bei Terra. Nicht nur da sie Obst liefern - sie spenden auch Schatten und sorgen für ein spezielles Mikroklima, zudem sind sie Heimat vieler nützlicher Insekten und Vögel. Lange anhaltende Trockenzeiten dagegen schwächen das Immunsystem der Bäume und machen sie anfällig für Schädlinge und Krankheiten. Ihr Absterben bedeutet eine grössere Versteppung der Landschaft.

Resilienz bedeutet dagegen die Wertschätzung von Wasser, Biodiversität, einer gesunden Umwelt und einer nachhaltigen Landwirtschaft sowie einer Politik der gesellschaftlichen Entschleunigung (statt des ewigen Wachstums).

Das bedeutet, dass die Regierung der Landwirtschaft gegenüber anderen Berufsfeldern, die keine Grundbedürfnisse decken, dringend neue Prioritäten einräumen muss. Kontraproduktiv sind hier auch gerne Freihandelsabkommen, die oft zu neuen Abhängigkeiten führen. Auch



der Umweltbildung müsste mehr Raum gegeben werden, um der Entfremdung zur Natur entgegenzusteuern.

Wie ist die Situation in Luxemburg in Bezug auf die Ernährungsunabhängigkeit?

Luxemburg importiert mehr als 90 Prozent seines Obstes und Gemüses - und exportiert einen Grossteil seiner Milchproduktion. Nicht nur bedeutet diese Abhängigkeit eine Umweltbelastung durch lange Transportwege - gerade die Corona-Krise hat gezeigt, wie wichtig es ist, autonom zu sein.

Dass dies auch auf ganz kleinen Flächen möglich ist, hat TERRA längst bewiesen.

So hat die Solawi binnen einem halben Jahr (April bis August) auf einer Fläche von 0,5 Hektar 21 Tonnen nachhaltig (pestizidfrei, ohne chemische Dünger resp ohne Maschinen) produziertes Obst und Gemüse hergestellt.

Es ist also machbar, auch auf sehr kleinen Flächen sehr hohe Erträge im Einklang mit der Natur zu erwirtschaften

- Voraussetzung ist allerdings, dass Konsumenten den korrekten Preis für die Lebensmittel zahlen, um die Arbeitskraft und die Dienstleistung an der Natur zu entlohnen.

Das luxemburgische Umweltobservatorium hat soeben einen Bericht veröffentlicht, in dem vor dem alarmierenden Verlust der Artenvielfalt gewarnt wird, die in einigen Jahren aussterben wird. Was ist Ihre Perspektive? Was halten Sie von dieser beunruhigenden Nachricht?

Heute zerstört die Landwirtschaft oft den Boden, produziert viele Treibhausgase (etwa durch Düngung), verschmutzt das Wasser, verbraucht enorme Quantitäten an Benzin, Öl und Chemikalien, die zudem oft über grosse Distanzen zu den Farmen transportiert werden. Die Natur wird eher ausgebeutet - statt „kultiviert“. Würde man einen Preis auf die ökologischen Dienstleistungen setzen (z.B. CO₂-Speicherung im Boden oder in den Bäumen etc.) die durch eine ungesunde Landwirtschaft entstehen, dann würde sich die konventionelle Landwirtschaft nicht mehr rechnen.

Leider ist auch die heutige Biolandwirtschaft oft noch zu eng gefasst. So wird der Faktor Klimaneutralität oder das Element Biodiversität nicht in jedem Label mitbedacht. Belohnt wird nicht derjenige, der zusätzlich Hecken, Bäume oder Blumen für verschiedene Bestäuber anlegt. Eine Landwirtschaft kann biologisch geführt sein und dennoch Monokulturen produzieren. Die regenerative Bodenaufwertung wird meist nicht als Plus angerechnet.

Nach wie vor wird heute viel zu selten auf die Biologie des Bodens geschaut - dabei ist die Erde, der einzig bekannte Planet in unserem Kosmos, der Biologie im Boden aufweist. Dagegen fokussiert sich der Mensch auf die Chemie in der Landwirtschaft und hat so den größten Teil der Böden im letzten Jahrhundert zerstört.

Es gibt rund 200.000 verschiedene Bodenarten weltweit, doch der Mensch behandelt sie alle gleich: Die Bodenbearbeitung, insbesondere das aktive Pflügen des Bodens, das oft als grundlegender Akt der Landwirtschaft betrachtet wird, erweist sich tatsächlich als eines der zerstörerischsten Elemente, die dem Boden auf lange Sicht angetan werden können.

Seit dem sogenannten „Dustball“ in den USA, einer grossen Staubwolke, die in den 1930er über den Mittleren Westen der USA gezogen ist, und bewirkt hat, dass es sogar in New York City und Washington dunkel wurde, hat sich wenig verändert. Ausgelöst wurde die Staubwolke damals durch eine lange Trockenzeit sowie den Wind, der über die frisch gepflügten Felder gefahren ist und den Mutterboden abgetragen hat.

Schon heute haben wir etwa 50 Prozent der organischen Substanz im landwirtschaftlichen Mutterboden abgebaut. Der Boden ist das Sparkonto der Landwirtschaft - wenn wir den Boden schneller erodieren als wir ihn wieder aufbauen - geht uns der fruchtbare Boden unter den Füßen verloren...

Pflügen ist gegensätzlich zu dem, wie Natur funktioniert: Hier ist der Boden

immer bedeckt. In einem gesunden Boden sind zudem viele Mikroorganismen und Würmer, die einerseits die Bodenstruktur durch ihre Exkremente zusammenkleben und andererseits für eine gute Durchlüftung sorgen - wodurch schnell Wasser aufgenommen und Erosion verhindert werden kann. Ein mit Pflanzen bedeckter Boden braucht zudem weniger Bewässerung und durch die Fotosynthese wird die Biologie im Boden gefüttert.

Ein gesunder Boden mit viel organischem Material und Nährstoff-Austausch ist resilienter gegenüber dem Klimawandel. Studien gehen davon aus, dass 1/3 des CO₂, das seit der industriellen Revolution in die Erdatmosphäre gelangt ist, auf die Zersetzung organischer Stoffe aufgrund des Pflügens in Europa und in den USA zurückzuführen ist.

Anstatt in die Atmosphäre freigesetzt zu werden, kann CO₂ durch biologisches Management im Boden verbleiben, indem es von Mikroben abgebaut und als Pflanzennährstoffe zur Verfügung gestellt wird. Nachhaltiges Management würde die Ökologie der Betriebe verbessern, den Einsatz von Nitraten und Phosphor im Trinkwasser reduzieren und das Wirtschaften in der Landwirtschaft insgesamt billiger machen.

Die Landwirtschaft ist heute mit viel Investition verbunden - bei einer geringen Gewinnspanne. Viele Kosten werden durch chemische Düngemittel, Pestizide und Diesel verursacht - diese sind in den letzten Jahren teurer geworden, während die Lebensmittelpreise immer weiter gesunken sind. Dabei zerstören gerade auch chemische Dünger und Spritzmittel das Bodenleben und unterbinden den Kreislauf der Nährstoffzersetzung - Biomasse und Mikroorganismen gehen verloren.

Insgesamt scheint es noch ein langer Weg, um Landwirte zu einem regenerativen Anbau zu ermutigen: Gerade da staatliche Subventionen oft immer noch das genaue Gegenteil finanzieren - große konventionelle Monokulturen.

Terra / <https://www.terra-coop.lu>

World food systems at the crossroads



Julie Smit

How corporate agribusiness is trying to take control of our food and agriculture systems.

The latest report of the Food and Agriculture Organisation (FAO) of the UN “The State of Food Security and Nutrition in the World”¹ stated that the number of people affected by hunger globally has been increasing since 2014. Almost 690 million people, or 8.9 % of the world population were undernourished in 2019, an increase of some 60 million over the past five years. If this trend continues, it will be impossible to achieve the target of Zero Hunger by 2030.

This dramatic situation has been exacerbated by the social and economic repercussions of the COVID-19 pandemic. According to the World Food Programme, this could lead to an increase of some 121 million in the number of people facing crisis level hunger this year. Oxfam warned that more people could die through hunger linked to COVID-19 than from the disease itself and many people in the global South are more concerned about hunger than succumbing to COVID-19.

The need for a radical transformation of our unsustainable, unhealthy and inequitable food systems towards more sustainable ones based on human

rights and food sovereignty has been expressed by food justice movements, environmental groups and others for many years. The announcement in 2019 by UN Secretary General Guterres that a global Food Systems Summit was to be held in 2021 as a critical contribution to achieving the Sustainable Development Goals could be seen at a first glance as a very timely and necessary initiative. It could be an opportunity to analyse the failures of the prevailing food system and to discuss ways forward to address world hunger and malnourishment. At the same time, it could offer a space to address the many social and environmental problems associated with industrial, globalised food systems, such as the impact on the climate, the environment, biodiversity, human rights, land grabbing and, since COVID-19, the risks of zoonotic disease. In short, the Summit could be an opportunity for as many actors as possible concerned with questions relating to our food systems in all their dimensions to discuss the future of our food systems as equal players.

However, a number of developments indicated from the outset that, far from being inclusive, the organisation and agenda of the Summit were being dominated by corporate agribusiness, to the exclusion of groups promoting small-scale, locally based agroecological food systems. Among the indications that pointed to this include the prominent role played by the World Economic Forum in calling for the Summit along with the appointment of Ms. Agnes Kalibata, the current President of the Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) as the UN Special Envoy for the Summit. AGRA is heavily funded by the Bill and Melinda Gates Foundation and is well known for its promotion of the interests of agribusiness.

Concerned about the direction that the Summit was taking, several hundred civil society groups sent a collective letter to the UN Secretary General in March 2020, expressing their misgivings at the way in which it was being dominated by agribusiness, whose role has been widely criticized for its negative impact on food producers, consumers and the

environment across the world. They are yet to receive a reply.

Bypassing the UN Committee on Food Security

It was particularly striking that the Summit secretariat failed to involve the UN Committee on Food Security (CFS) in preparing the Summit. Established in 1974, the Committee serves as a forum for reviewing and following up UN security policies; its secretariat comprises the FAO, the International Fund for Agricultural Development (IFAD) and the World Food Programme (WFP). After a major reform in 2009 it is now

widely considered a model for inclusive decision-making. The reform led to the creation of the Civil Society Mechanism (CSM) for relations with the CFS with the aim of democratizing food policy making and facilitating civil society participation in policy processes. The civil society develops common positions through an inclusive process based on thematic and geographical working groups.²

Rather than working with the CFS, the Summit secretariat chose to “cherry pick” the participants for the various committees and working groups as it sees fit, with no transparency or clear criteria for the selection. The same strategy has been applied to the selection of civil society representatives to be involved in the process. At the same time, the organisers have tried to put an inclusive

slant on the Summit, pirating the language and terminology of social movements and civil society organisations, calling for a “transformation of food systems” and referring to the Summit as a “people’s summit”.

On World Food Day 2020 (16 October), frustrated with the way in which the Summit is being prepared, the CSM took the unusual step of launching a call to all movements, networks and organisations concerned in any way with food or related issues to challenge the Summit and to “engage in a process of building joint strategies around essential issues for the life and wellbeing of our peoples and communities: food, health, nature, peoples’ sovereignty, and economic, social, gender and climate justice”.

Support from the Special Rapporteur on the Right to Food

Michael Fakhri, who started his mandate as Special Rapporteur on the Right to Food in May 2020, shares the concerns of civil society with regard to the Summit. In an interview for the FAO website in September, he pointed to the lack of attention given to human rights, making it more difficult for people to hold powerful governments or companies accountable for their actions, and the focus on technical solutions rather than social justice. He also regretted the failure to involve the CFS in the advisory committee. “The Summit touts itself as a “People’s Summit” but does not build upon the CFS’s mechanisms of inclusivity or its policy accomplishments.

At a recent dialogue with civil society and farmers’ organisations from several regions in the world, Michael Fakhri promised that he would do all in his power in his role as a member of the Summit’s integrating committee to ensure that their demands are heard. He also encouraged them to engage directly with the Summit, express their criticisms and organise whatever activities they feel could be useful, including holding

national dialogues. In the Philippines a group of civil society organisations, including several ASTM partners working on agriculture, recently launched a one-year campaign “SALU-SALO” (meaning something like “let’s eat together”) that will culminate in an alternative, food summit “SALU-SALO 2021. The campaign aims to sensitize the public and decision makers about the need for a pro-people national food system and draw up resolutions to be submitted to the National People’s Food Systems Summit and to the global Food Systems Summit.

The growing influence of Big Tech corporations

The dominant role of corporate agribusiness in the preparation of the Summit is not an isolated case, but an example of the many ways in which large tech firms such as Google, Facebook, Apple, Microsoft and Amazon are building their influence on people’s lives, in particular with regard to food. One particularly striking example of corporate attempts to increase their influence was the signing of a strategic partnership agreement between the UN and the World Economic Forum in June 2019. Alarmed at this move, 400 civil society organisations wrote to the UN Secretary General in September, calling for the agreement to be terminated, arguing that giving transnational companies, some of whose activities have been responsible for the social, economic and environmental crises that the world faces, preferential access to the UN went against the UN Charter³.

Further developments in this direction have been identified by the ETC Group, an organisation that monitors the impact of emerging technologies and corporate strategies on biodiversity, agriculture and human rights. In a paper “Stakeholders versus Steak-Eaters”⁴, ETC Group warns that “the World Economic Forum, agri-food conglomerates, IT companies and philanthropists (led by the Gates Foundation) have teamed up



Released in October 2020, the report „Voices from the ground“ puts forward the experiences and concerns of millions of small-scale food producers, workers, consumers, women and youth represented in the organizations that participate in the Civil Society and Indigenous Peoples Mechanism.

to spearhead three separate initiatives which could converge and utterly transform the multilateral agricultural system.” The first of the three examples mentioned was the global Food Systems Summit, which ETC fears could lead to the development of a new bilateralism between agribusiness and governments.

The second development concerns the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR), an international global partnership engaged in research on improving food security in the global South. In 2019 the US and UK governments, the World Bank and the Bill and Melinda Gates Foundation, one of CGIAR's biggest funders, started a restructuring initiative to place all 15 independent research centres that make up the CGIAR under central leadership. There has been considerable criticism of the way in which the centres from the global South were pushed into accepting the restructuring and the fact that there appear to be no changes in focus from top-down scientific solutions to food security issues that are “provided to rather than developed with” the beneficiaries in the global South. It is feared that, with a concentration of decision making power in the hands of the biggest and most influential donors, there will be no chance of CGIAR placing a stronger emphasis on diversity and farmer-led research in areas such as participatory plant-breeding, farmer-managed seed systems or agroecology as alternatives to the “business as usual” model.

Thirdly, ETC pointed to the growing influence of the Big Tech companies with regard to digitalisation. By way of example, they mention how in June 2020, the UN Secretary General Guterres presented a Road Map for Digital Cooperation, which was based on a set of recommendations developed by the High-level Panel on Digital Cooperation established by the Guterres in 2018. That Panel was chaired by Melinda Gates and Jack Ma, the founder of Alibaba, one of the world's largest e-commerce companies: two of the largest Tech companies were advising the UN on how to ensure global connectivity and effective digital

The dominant role of corporate agribusiness in the preparation of the Summit is not an isolated case, but an example of the many ways in which large tech firms such as Google, Facebook, Apple, Microsoft and Amazon are building their influence on people's lives, in particular with regard to food.

technology, considered by Guterres to be “instrumental in achieving the future we want and the SDGs”. For ETC, the UN has allowed itself here to be taken hostage by Big Tech in setting the global agenda on digital cooperation.

Bearing in mind that the Big Tech companies are increasingly involved in the food retail and agriculture sector - Amazon and Alibaba, for example, are now among the biggest food retailers globally - it is clear that these developments present major challenges that urgently need to be addressed. The global Food Systems Summit could be a suitable forum to do so. However, given the undue corporate influence in the preparation of the Summit and the risk that agribusiness interests will be appropriating the decision-making process, the possibility that such issues will be placed on the agenda seems - for the moment at least - unlikely.

It would not be an exaggeration to say that the months leading up to the Summit could be pivotal for the future of our food systems; it will be important for civil society organisations to follow developments there very closely and work together to challenge them. The recent

“Call for Engagement to Respond to the UN Food Systems Summit” launched by the Civil Society and Indigenous Peoples' Mechanism is a welcome initiative to set such a process in motion.

References:

- 1 FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2020. The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9692en>
- 2 For more information on the CSM: www.csm4cfs.org
- 3 <https://www.tni.org/en/article/end-the-united-nations-world-economic-forum-partnership-agreement>
- 4 <https://www.etcgroup.org/>

What does self-reliance really mean? Amazing stories emerge from India's villages



Ashish Kothari

True self-reliance won't come from relentless industrialization, but from localization and decentralization, as demonstrated by these remarkable stories of empowered rural communities.

Not so long ago, Dalit women farmers in Telangana used to face hunger and deprivation. Today, they have contributed foodgrains for pandemic relief. Farmers on the Tamil Nadu-Karnataka border have been sending organic produce to Bengaluru even during the lockdown. And Adivasi villages in central India are using community funds to take care of migrant workers who have returned home.

These inspiring stories show the potential of empowered rural communities to cope with crisis. And they expose the tragedy of a path of ‘development’ and governance that has not recognised or, worse, taken away the extraordinary agency of ordinary villagers to manage their lives.

Take Chandamma, who grows 40 varieties of crops, chemical free, on her rainfed plot in Bidakanne village in the Medak district of Telangana. “I have enough food to last through the lockdown and beyond,” she says.

Chandamma and thousands of Dalit farmers like her contributed 20,000 kg of foodgrains to Medak district's COVID-19 relief measures. And they provide 1,000 glasses of nutritious millet porridge daily to health, municipality and police workers in Zaheerabad town nearby.

They are part of the Deccan Development Society, whose women's sanghas are active in 75 villages in Telangana, and have helped thousands of women from a casteist, patriarchal society to revive dry land, millet-centred farming and thus gain control over land, seeds, water and knowledge. Having achieved *anna swaraj* (food sovereignty) and self-sufficiency, the women are now feeding others.

Enough and more

Further south, a self-help group in Gumalapuram village of Tamil Nadu's Dharmapuri district sends fresh organic produce to Bengaluru, 50 km away. A community-supported farming initiative started in 2017 with help from Navadarshanam, an organisation that promotes ecologically sustainable living, the SHG helps local organic farmers plan and put together a weekly box of vegetables, fruits and groceries for urban customers. Their revenues have increased 10-20 times and the strategy has helped them circumvent the problem millions of their counterparts faced during the lockdown: distress sales at low prices.

These are just some of the stories emerging from villages across India, where communities that have mobilised themselves are showing just how well they can cope with and overcome a crisis

In India, the COVID-19 pandemic has exposed the precarious situation of the informal labour force and raised fundamental questions with regard to the neoliberal economic policies in place since the 1990s. The strict lockdown imposed on March 24 with only four hours warning triggered a dramatic humanitarian crisis for the vast number of informal workers, who found themselves with no jobs and no income overnight.

Some 90 % of the total Indian workforce belongs to the informal sector, with no social security or unemployment benefits. Many are migrant workers who came to the urban areas to find work due to a lack of employment at home. After the lockdown, unable to buy food or pay their rent, tens of thousands had no choice but to return to their villages, travelling hundreds of kilometers, many of them on foot. Hundreds died on the way, some killed by trucks or trains, others died from heart attacks, exhaustion or hunger. The government failed to keep data on the numbers of those who died, but the newspaper India Today documented 238 cases between March and May.

The rural economy lacked the capacity to absorb the vast number of returning migrant workers. After a while, a number of government support schemes were put in place, but many workers were unable to access them as they lacked the necessary identity documents. It is now expected that the lack of livelihood opportunities in the rural areas, combined with pressure from employers for workers to return as the lockdown eases, will prompt them to return to their places of work.

This is one example of how the pandemic has exposed the failure of decades of non-inclusive economic policies in India and the failure to invest in the rural areas while focusing on developing “modern” industries that fail to create sustainable, decent livelihoods for the many. However, the crisis could also give impetus in India to alternative models.

The Indian environmentalist and development expert, Ashish Kothari, expands on this subject, and shows examples of villages that have developed agroecology and democratic structures were not only able to cope with the crisis but were even able to support others during the lockdown.

like the unprecedented one brought on by the pandemic and lockdown. Does the Prime Minister know about these stories when he suddenly begins to stress on the need for self-reliance? If he does, he ignores them, for his government pursues MoUs with foreign companies, dilutes laws protecting labour and environmental rights, puts heavy tax burdens on handicrafts, and continues to forcibly acquire land, forest, and other resources so vital to the rural economy, only to hand them over to corporations.

Dozens of rural communities demonstrate the enormous livelihood potential of rural, small-scale industries. India's crafts employ 150-200 million people, second only to agriculture. Government policies have severely disabled them, but in places like Kutch, design innovations and improved local supply and production chains have revived handloom weaving to such an extent that youth are coming back into it, a form of reverse migration.

In Kuthambakkam village near Chennai, small-scale industries like grain processing or manufacturing of solar fan-bulb kits have helped families avoid urban migration. Kuthambakkam's former sarpanch Elango Rangaswamy has, in fact, come up with a solar-powered process of disinfectant manufacturing, which he says can be set up cheaply in any village to generate jobs.

Averting crisis

The pandemic has, in fact, thrown into relief just how self-reliant rural communities really are. In Kunariya village in Kutch, Gujarat, sarpanch Suresh Chhanga was able to set up a crisis management team, use social media to raise awareness about the pandemic, and organise a full health survey. The villagers ensured that 316 needy families received all basic necessities with the help of panchayat funds and local donations. When I phoned Chhanga, he excitedly recounted how the village keeps its children busy. "We realised that they are stuck at home, bored or even sometimes facing the aggression of anxious adults,



© Kara Newhouse, 2.0 Generic (CC BY-NC-SA 2.0)

so the panchayat has encouraged elders to teach them whatever special skills they had — music, crafts, cooking, traditional technologies, gardening."

All this became possible because Chhanga has enabled Kunariya villagers to achieve greater participation in local governance. He has helped build bridges between villagers and government authorities, and ensured that schemes and laws such as MGNREGA and the National Food Security Act are implemented, budgets kept transparent, and women's voices strengthened. Now they are figuring out how to produce over 200 items of consumption locally, rather than spend 40 lakh a month buying them from outside.

In Tamil Nadu, the largely tribal village of Sittilingi in the hilly Dharmapuri district mobilised itself as soon as Kerala announced the first COVID-19 case in January. Panchayat president Madheswari, a former nurse, called for an urgent meeting with government departments and with Tribal Health Initiative (THI), a civil society institution. The village went into disaster control mode, using public announcements to spread awareness, initiating physical distancing, mask-wearing and public sanitation, and isolating returning migrants. Local tailors were asked to stitch masks in bulk.

Revive and refresh

These stories demonstrate what self-reliance really means — the revitalising of rural livelihoods. Note that I am talking about livelihoods, not jobs — about occupations linked to everyday life, social relations, and culture, providing body and soul with satisfaction. Industrialising the economy, with its soul-deadening assembly-line jobs, is not the solution.

Returning lands and livelihoods to villagers rather than forcing villagers into cities is key. In eastern Maharashtra, after two centuries of centralised control by the Forest Department, where revenues from the sale of forest produce like bamboo were mostly cornered by contractors and the government, villages are now able to do their own harvesting under the community rights granted by the Forest Rights Act of 2006. This has been crucial in securing access to nutritional forest foods, medicinal plants, and culturally and spiritually important sites. Sustainable harvesting of forest produce has generated substantial income for these villages, part of which has been ploughed into community funds. In settlements like Rahu in Amravati district, Kukdale and Salhe in Gadchiroli district, it's these funds that are helping returning migrant labourers or local landless people. Gadchiroli has

also seen the remarkable mobilisation of 90 villages into a Mahagram Sabha, instilling confidence to move towards greater self-rule and economic self-reliance, and to resist mining.

These stories, of village-level self-sufficiency in food, livelihoods, water, energy, sanitation, housing, and other basic needs, tell us of the urgent need to move towards localisation as an alternative to economic globalisation, which, as the pandemic exposed, abandoned its workforce when production stopped. The stories tell us that clusters of settlements can be self-reliant in basic needs, significantly reducing distress migration and urban crowding. They tell us that communities can govern themselves, while making the state accountable. Achieving this requires, of course, the dismantling of patriarchy, casteism, and other forms of discrimination, but it can be done through mobilisation, critical external facilitation, and sensitive education.

If the Indian state is really interested in self-reliance, it needs to support dignified rural livelihoods in agriculture, animal husbandry, forestry, fisheries, crafts, and small manufacturing at the village level. It has to help set up producer-consumer links by eliminating exploitative middlemen; stop pandering to large corporations; eliminate GST and other burdens on handmade production; and ensure minimum support prices for primary sector products.

The government's present policies are, by and large, the complete opposite, and there is little in the recently announced stimulus package that points to any fundamental shift. Given this, it is left to communities themselves, with help from civil society and some sensitive State governments, to use the COVID-19 crisis as an incredible opportunity to move towards equity and sustainability.

Ashish Kothari is the founder of Kalpavriksh, an Indian non profit organisation working on environmental and social issues at local, national and global levels.

Lutte contre l'invasion de criquets pèlerins au Kenya



Inades Formation Kenya

L'Afrique de l'Est est victime depuis le début de l'année 2020 d'une invasion de criquets pèlerins qui dévastent les champs et les cultures, menaçant la sécurité alimentaire de la région. L'organisation Inades-Formation Kenya s'engage dans la lutte contre ces ravageurs à travers diverses actions.

En janvier 2020, le Kenya a été victime d'une invasion de criquets pèlerins du désert. La plus virulente depuis 70 ans, elle a secoué les agriculteurs et leurs familles alors qu'ils attendaient de bonnes récoltes.

L'invasion de criquets a commencé dans deux comtés du nord du Kenya (Wajir et Mandera) et s'est étendue à d'autres régions, dont Samburu, Isiolo, Garissa, Baringo, Turkana, Laikipia, Meru, Kitui, Embu, Machakos, Murang'a, Makueni et Kajiado.

Les criquets pèlerins sont considérés comme les plus dangereux de tous les ravageurs migrants, car ils peuvent éventuellement développer des ailes et former un essaim cohésif qui peut traverser les continents et les mers. Ils ont la capacité de dévorer des cultures de champs entiers en une seule matinée. Les experts estiment que le criquet pèlerin peut détruire au moins 200 tonnes de végétation par jour. Les essaims peuvent parcourir jusqu'à 130 à 150 km par jour et un essaim d'un kilomètre de large peut contenir jusqu'à 80 millions de criquets, selon la FAO. Des études montrent que les grands essaims se forment en raison de facteurs tels que les changements dans l'environnement, la structure et le comportement des populations.

Ces criquets pèlerins ont migré du Yémen - une zone de reproduction traditionnelle - à travers Djibouti, la Somalie et l'Éthiopie. La région a connu des précipitations plus importantes que d'habitude, ce qui aurait pu conduire à cette situation. Après des périodes de sécheresse, lorsque des poussées de végétation se produisent dans les principales zones de reproduction des

L'ONU considère les essaims de criquets pèlerins comme le fléau le plus destructeur et le plus dangereux au monde.

Un petit essaim d'un kilomètre carré peut manger en une journée la quantité de nourriture qui nourrirait 35 000 personnes.

En 2020, des essaims de criquets se sont répandus et ont traversé de vastes régions allant de l'Afrique de l'Est aux pays du Moyen-Orient tels que le Yémen et l'Arabie saoudite... Le fléau était également présent au Pakistan et en Inde.

Des régions du Paraguay et de l'Argentine en Amérique du Sud ont également été touchées par des essaims de criquets cette année.



criquets pèlerins, une augmentation rapide de la population et la compétition pour la nourriture peuvent entraîner le développement d'un essaim. L'Érythrée, l'Ouganda, le Soudan et la Tanzanie sont également touchés par l'invasion.

Au Kenya, la maturation des criquets coïncide avec le début de la saison des pluies. Les agriculteurs ont semé du maïs, des haricots, du sorgho, de l'orge et du millet en mars et avril, dans l'espoir qu'une saison des pluies favorable permettra une croissance abondante à la fin avril et en mai. Les essaims de criquets pèlerins gagnant en taille et en force, les experts craignent que jusqu'à 100 % des cultures bourgeonnantes des agriculteurs puissent être consommées, laissant certaines communautés sans rien à récolter.

Les pluies abondantes de la fin mars ont créé des conditions de reproduction favorables pour une nouvelle génération de criquets dans la Corne de l'Afrique.

«L'inquiétude actuelle est que le criquet pèlerin mange les plantes sous-

émergentes», a déclaré Cyril Ferrand, chef de l'équipe de la FAO chargée de la résilience en Afrique de l'Est. «Cette matière verte très molle, les feuilles de biomasse, les pâturages, sont bien sûr la nourriture préférée des criquets pèlerins». La FAO travaille avec les gouvernements et les équipes des organisations non gouvernementales pour mener des campagnes de pulvérisation aérienne massive de pesticides dans toute la région. Elle a lancé un appel pour collecter des fonds afin d'aider les pays touchés à lutter contre ce fléau. Plus de 90 millions de dollars ont été mobilisés dans les 40 jours suivant le lancement de l'appel.

Pesticides chimiques, faible efficacité et moyens de contrôle dangereux

Pour lutter contre ces parasites voraces, le gouvernement a utilisé des pesticides

chimiques, qui sont souvent la réponse immédiate habituelle des gouvernements africains à ces épidémies. Cette approche a été utilisée pour freiner la propagation de la légionnaire d'automne au Kenya, au Malawi et au Ghana, par exemple. Mais elles ne fonctionnent pas à long terme.

Les pesticides sont des produits chimiques utilisés pour tuer les ravageurs et les parasites - des parasites animaux aux mauvaises herbes. Leur utilisation se développe dans de nombreux pays africains en général, y compris au Kenya. Si l'utilisation de pesticides présente des avantages, notamment celui de réduire directement l'incidence des parasites envahissants, les bénéfices sont à court terme : les insectes peuvent rapidement devenir résistants à ces produits. Les pesticides sont également nocifs pour l'environnement et la santé des consommateurs et des agriculteurs. De nombreux pays européens ont interdit certains d'entre eux pour ces raisons. En 2017, un rapport des Nations unies a montré qu'environ 200 000 personnes, pour la plupart originaires de pays en développement, meurent chaque année

d'un empoisonnement aux pesticides. Les pays doivent donc promouvoir des alternatives ou examiner plus attentivement comment prévenir les invasions d'insectes en premier lieu.

La crise de Covid, un frein à la lutte contre les criquets

Mais le Covid-19 a posé un défi pour le contrôle des activités. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont bloqué la livraison des envois de pesticides, créant des ruptures de stock et des pénuries. La Somalie a trois semaines de retard dans la réception d'une cargaison de biopesticides pour la lutte antiacridienne en raison des retards liés à la pandémie au Covid-19. Les équipements de surveillance, tels que des hélicoptères d'Afrique du Sud, ne peuvent pas atteindre l'Afrique de l'Est, en raison du verrouillage des pays, où ils s'arrêteraient normalement pour se ravitailler en carburant lors de leurs voyages vers le nord.

Actions entreprises par Inades-Formation

Inades Formation Kenya intervient en réponse à l'invasion du criquet pèlerin dans les comtés de Kitui, Machakos et Makueni en partenariat avec les organisations concernées telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre international pour la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) et les gouvernements des comtés touchés par la gestion du criquet pèlerin. Parmi les actions entreprises par Inades Formation Kenya, on peut citer :

La sensibilisation du public, communication et formation

La bataille contre le criquet pèlerin ne peut être gagnée sans l'implication des communautés locales dans

les campagnes. La formation, la sensibilisation et la communication sont des éléments essentiels de la lutte contre les criquets dans les comtés touchés. Inades Formation Kenya (IFK) forme les agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles susceptibles de réduire les dégâts causés par les criquets aux cultures vivrières, telles que la plantation précoce des cultures, la gestion de la fertilité des sols, entre autres pratiques. IFK tiendra les membres de la communauté informés d'une éventuelle infestation par les criquets, ce qui leur permettra d'être prêts à l'avance et de se mettre en rapport avec les responsables du gouvernement du comté pour une action rapide.

Lutte intégrée contre les parasites

Il existe des alternatives aux pesticides, notamment la lutte intégrée contre les parasites. Il s'agit d'une approche qui n'exclut pas l'utilisation des pesticides mais qui les utilise le moins possible. La lutte intégrée contre les parasites encourage également l'utilisation d'alternatives plus sûres comme le biocontrôle, qui utilise des ennemis naturels pour lutter contre les parasites, les biopesticides et les pratiques de contrôle des cultures, qui modifient l'environnement de culture pour réduire les parasites indésirables. Les biopesticides ont été utilisés pour lutter contre la chenille légionnaire d'automne, mais ils ne sont pas populaires car il faut du temps pour tuer le parasite.

Les prédateurs naturels tels que les guêpes, les oiseaux et les reptiles peuvent s'avérer efficaces pour tenir à distance de petits essaims de criquets. Cependant, pour gérer des essaims plus établis, de nouveaux biopesticides microbiens ciblés, tels que le «Green Muscle» à base de champignons, offrent une solution à plus grande échelle.

Inades Formation Kenya mène une sensibilisation et formation des agriculteurs à ces mesures afin de surmonter la menace acridienne, de protéger l'environnement et de préserver une biodiversité considérable.

Actions préventives et lutte à long terme

Inades Formation Kenya travaille avec ses partenaires pour établir des approches de lutte à long terme contre l'infestation de criquets et former les agriculteurs à leur adoption ; cela comprendra la recherche et les tests des biopesticides existants pour établir ceux qui peuvent lutter efficacement contre le criquet pèlerin. Les efforts visant à réduire le taux d'éclosion, comme le retournement du sol dans les aires de ponte identifiées, seront prioritaires, car il a été constaté que cela réduisait le nombre de larves. L'exposition des œufs offre également la possibilité de s'attaquer à d'autres prédateurs naturels tels que les fourmis noires.

Promotion de projets alternatifs pour protéger les moyens de subsistance des agriculteurs ruraux des pertes/ dommages causés par les criquets pèlerins

Il est nécessaire que les agriculteurs identifient et promeuvent des projets de moyens de subsistance alternatifs qui ne peuvent pas être affectés par l'invasion de criquets. Ces projets concerneront des entreprises d'élevage telles que l'amélioration de l'élevage de poulets indigènes, la pisciculture et l'apiculture. Les agriculteurs seront formés à la production, à la gestion et à la commercialisation dans ces entreprises afin de les protéger contre les pertes qui pourraient être causées par le criquet pèlerin.

La faim de privilège



Raquel Luna

Alors que nos institutions tentent de revenir à la normale, avec toutes les mesures douteuses et factices dont elles disposent, il devient évident que même si tout le monde voulait revenir à la normale, elle n'existe plus. Ce monde a disparu avant la covid-19. Il n'était peut-être tout simplement pas évident. Cela l'est maintenant.

Bienvenido, Willkommen, Bienvenue

Bienvenue dans cette dimension incertaine, cruelle et chancelante dans laquelle nous pouvons reconnaître le processus d'effondrement de notre civilisation et des systèmes de vie de la Terre provoqué par l'Homme. Cette désintégration n'est plus l'exclusivité

du Sud¹. Elle concerne le monde entier, partout, hic et nunc (« ici et maintenant »).

L'effondrement ne se produit pas en un jour ou en un an. C'est une entropie de plus en plus importante et constante qui démantèle toute la réalité et avec elle, nos notions du monde et de nous-mêmes. À différents stades, nous essayons de trouver de nouveaux équilibres pour nous habituer et nous le faisons, efficacement, autant que nous

le pouvons. Le port de masques était impensable en mars. C'est maintenant un réflexe de notre routine quotidienne². Ces adaptations, jusqu'à présent, ne font rien contre notre cheminement à pleine vitesse vers l'effondrement.

Ces adaptations peuvent donner à certains un sentiment de fausse sécurité, mais elles sont assez inutiles, car elles ne reconnaissent pas les causes profondes.

Les avertissements avant cet avertissement

Les avertissements, même au Luxembourg, étaient déjà là avant la covid-19³. En 2019, le Luxembourg a connu trois vagues de chaleur, une tornade et une sécheresse⁴. Les CGDIS, les pompiers du Grand-Duché de Luxembourg, ont été pour le moins débordés⁵. La centrale nucléaire de Cattenom a connu 50 interruptions en 2019 et les températures plus élevées donnent lieu à de nouveaux défis pour maintenir la stabilité des réacteurs⁶.

Au lieu de s'attaquer aux causes profondes qui mettent les pompiers et la centrale nucléaire à l'épreuve, les deux institutions tentent de s'adapter aux nouvelles circonstances et de faire face à des risques encore plus élevés car 2020 pose de nouveaux et inattendus défis avec la propagation de la covid-19. Cette année, les pompiers sont formés pour gérer les interventions liées à la covid-19 en plus de leurs responsabilités habituelles⁷. Je n'étudierai pas les risques et les difficultés supplémentaires liés à l'exploitation d'une centrale nucléaire et à la prise simultanée de mesures contre une pandémie. Il devrait être évident que le risque augmente de manière inattendue.

Pourtant, les pompiers se préparent à s'occuper d'autres incendies au lieu d'éteindre les sources du feu. Cattenom résiste à la fermeture prochaine... tout comme d'autres institutions qui sont arrivées à l'expiration.

C'est un cocktail explosif.

Les avertissements actuels

Deux événements (sans rapport avec la covid 19) de 2020 montrent la dégradation évidente de nos moyens de subsistance bien que nous vivions dans un pays dont le niveau de vie est l'un des plus élevés au monde. Premièrement, le gouvernement luxembourgeois a lancé des études pour tester la faisabilité de l'extraction de l'eau de la Moselle afin de la rendre potable en raison du niveau dramatiquement bas des eaux souterraines de ses sources habituelles⁸. Deuxièmement, l'Observatoire de l'environnement naturel a publié en septembre 2020 le verdict suivant :

«L'état actuel de conservation des habitats naturels, des espèces végétales et animales sauvages est très préoccupant. Si nous ne prenons pas des contre-mesures le plus rapidement possible, de nombreuses espèces animales et végétales disparaîtront

également au Luxembourg dans les prochaines années»⁹.

Le rapport indique que seul 1/3 des habitats naturels sont en bon état. La propreté de l'eau est une fois de plus une préoccupation pour la survie de nombreuses espèces y compris nous-mêmes.

Les causes profondes

Bien que les causes profondes soient notre mode de vie de destruction de l'environnement à tout prix, les gouvernements du monde entier (y compris le Luxembourg), s'affairent à remplir les rues de masques en plastique, exhortant les gens à blâmer et à craindre leur voisin pour l'incapacité structurelle du gouvernement à arrêter les différentes crises, et ils se précipitent dans des politiques non coopératives¹⁰ au sein de la société et entre les pays.

Les véritables causes ne sont pas touchées.

Par conséquent, nos moyens de subsistance sont condamnés à se détériorer. Et croyez-moi, ce sera le cas. Ma famille au Mexique a récemment fait savoir qu'à Tampico¹¹, l'eau du robinet n'est plus adaptée pour laver la vaisselle ou le visage, ma tante ayant découvert une couche de boue au fond du réservoir des toilettes. Connaîtrons-nous le même sort ?

Nous n'en sommes pas encore là. Mais nous y arriverons.

Au-delà des solutions simplistes à court terme

La solution n'est pas cette faim croissante de privilège dans le sens où il faut faire des provisions et s'équiper pour le jour de l'apocalypse¹². Même si vous le faites, combien de temps cela durerait-il ? Au

moins un peu plus longtemps que votre voisin ?

Les solutions sont des changements structurels au niveau gouvernemental. Hic et nunc. Nord et Sud, riches et pauvres, nous sommes dans une situation d'urgence et les gouvernements sont toujours incapables de s'occuper de l'éléphant dans la pièce, même si la pièce est un cirque et le cirque est en feu...

Le show tente de continuer

Le problème des crises qui se chevauchent est que les institutions peuvent réagir jusque là... puis elles deviennent inutiles et s'effondrent tout simplement. D'autres systèmes organiques¹³ prendront inévitablement le relais.

Malgré son danger très réel, la crise sanitaire actuelle n'est pas notre plus grand problème, ici et à l'étranger. Elle n'est qu'un symptôme des causes profondes.

Par rapport aux réalités du Sud, la covid19, ici dans le Nord, est jusqu'à présent une perturbation légère¹⁴. Les personnes à revenus moyens et élevés continuent de faire ce qu'elles faisaient auparavant, mais avec davantage d'entraves, de peur, d'anxiété et de risques pour la santé. De nombreuses personnes qui ont des revenus faibles souffrent. Elles sont les plus touchées par la covid-19. Plus de personnes souffrent des effets secondaires de la pandémie. Et encore plus de personnes souffrent des effets de notre système économique destructeur.



Le port du masque était déjà courant avant la covid19. Photo des feux en Australie, janvier 2020 : Les habitants d'Eden se préparent à s'abriter à bord d'un remorqueur sur le quai de la ville. Photographie : Andrew Quilty/The Guardian

La grande chute

Nous ne comprenons pas encore l'impact de la crise économique actuelle. Au deuxième trimestre de 2020, le le taux de croissance du PIB des États-Unis a connu une baisse de 31,4%¹⁵. Pour avoir une idée de ce que cela signifie, le graphique ci-dessous montre le taux de croissance du PIB des États-Unis au cours des vingt dernières années.

Dans le graphique, on peut voir la chute du PIB de presque 10% lors de la crise financière de 2008. Celle de 2020 est à ce jour trois fois plus importante jusqu'à présent. Cela ne concerne que les États-Unis. Il reste à voir l'impact sur toutes les autres économies. La note de travail «Effets économiques de la covid-19 au Luxembourg», publiée par LISER le 6 avril 2020, mentionne comme risque «l'effondrement systématique du système financier tant au niveau mondial qu'au niveau européen»¹⁶.

Nous ne sommes toujours pas en mesure de voir toute l'étendue de cette Grande Dépression. Il n'est pas absurde de s'inquiéter de l'avenir de nos emplois ou de nos épargnes... non pas dans 10 ou 5 ans, mais dans les mois qui suivent. Ironiquement, les super riches obtiennent encore plus de richesse monétaire (quoi que cela signifie et quoi que cela vaille quand la planète entière s'effondre).

Le vide idéologique du statu quo

Les États démocratiques et autocratiques ne parviennent pas, dans une large mesure, à ouvrir la voie à un avenir viable et durable¹⁷. Covid-19 remet à nouveau en question la crédibilité des politiciens indépendamment de leur orientation (droite ou gauche, verte ou rouge). Les institutions nationales ne sont pas les seules à perdre leur légitimité, les institutions internationales aussi. Il semble que leurs intérêts personnels ne correspondent pas à leur propre mission et vision, ni à l'intérêt public général. Il semble que ceux qui sont derrière les institutions ne puissent et ne veuillent pas voir la situation dans son ensemble. Si les institutions actuelles perdent leur légitimité, qu'est-ce qui les remplacera ?

La dissidence a tendance à s'accroître et la réponse à celle-ci est, bien souvent, la violence. Nous assistons à l'augmentation constante de troubles sociaux valables et justifiés.

Le fragile système alimentaire

La nourriture et l'eau potable se font de plus en plus rares. Les sécheresses, les incendies, les fortes pluies, les conditions météorologiques inhabituelles, les fléaux,

les catastrophes environnementales provoquées par l'homme et tout simplement la perte de la biodiversité locale réduisent les résultats de tous les types d'agriculture dans tous les pays probablement. Notre forte dépendance à l'égard de la chaîne de production alimentaire internationale accroît les risques, car de nombreuses variables économiques, politiques, sociales et environnementales sont en jeu.

Nous pouvons nous passer de beaucoup de choses, mais pas de nourriture ni d'eau... et nous devrions considérer, pour une fois, sa qualité et ses coûts réels. La production alimentaire industrialisée est basée sur des violations systématiques de l'environnement, des animaux et des droits humains. Elle compromet tout avenir viable constitue une source supplémentaire de troubles sociaux.

La suprématie du mode de vie occidental

Les systèmes ci-dessus sont remis en question, tout comme le système de soins de santé a été directement remis en question par la covid-19. Les institutions dont nous disposons ne sont pas conçues pour répondre à la crise existentielle. Les mesures nécessaires doivent être globales et holistiques afin de traiter toutes les crises simultanément. Les mesures nécessaires exigent un changement complet de mode de vie et, plus important encore, un changement de valeurs. Et c'est là que les institutions occidentales dominantes mondialisées se retrouvent dans une impasse.

L'omniprésence du capitalisme dans le monde est le point culminant historique de la suprématie de certaines valeurs occidentales : la nature et l'homme comme objets à exploiter, l'accumulation de biens comme bonheur, et l'éternelle insatisfaction individuelle de la mentalité rationnelle et égoïste. Toutes ces notions sont ancrées dans une peur très profonde de la nature et des autres. C'est une philosophie qui prescrit de dominer avant d'être dominé.

Le capitalisme est la systématisation et l'encadrement du comportement humain dans les limites de cette peur des autres et de la nature.

S'adapter (pour répondre aux causes profondes), individuellement et en tant que société, signifie abandonner l'idée que ces valeurs occidentales particulières sont gravées dans la pierre. C'est laisser tomber l'idée qu'il n'y a pas d'autre moyen de se développer. C'est laisser tomber l'hypothèse implicite qu'il n'y a pas de meilleur mode de vie. C'est laisser tomber le faux sentiment de contrôle sur la nature et les autres. Lâcher prise de la peur.

Le choix

C'est un choix : soit s'adapter en s'éloignant de ces valeurs occidentales, soit s'effondrer. S'adapter sous forme de résistance contre la logique rationnelle égoïste de la «main invisible» religieuse. S'adapter seulement sous forme de résilience dans les limites et l'ordre établi de la nature.

Une telle démarche semble contre-intuitive dans la mentalité capitaliste. Elle ne l'est pas. La coopération est la pierre angulaire inconsciente de l'évolution de Darwin et de la survie fondamentale de l'Homme. S'il y a un avenir, c'est celui de communautés de partage étroit, qui se comprennent non pas comme des individus isolés mais comme faisant partie d'un ordre plus vaste¹⁸.

Redéfinir le privilège

Est-ce un privilège de nier l'humanité et la dignité de personnes qui ont l'air différent ? Est-ce un privilège de payer pour consommer la destruction des écosystèmes ? Est-ce un privilège de posséder des terres et des bâtiments sans vie ? Est-ce un privilège de démanteler les systèmes de vie de la prochaine génération ? Est-ce un privilège de s'enfermer chez soi et de construire des murs et d'accumuler des choses inutiles pendant que d'autres souffrent,

ici et à l'étranger ? Est-ce un privilège de dominer sur une planète mourante ?

Ne soyons pas d'accord pour une fois avec ce privilège et appelons-le par son nom, suicide collectif.

Le privilège, c'est la solidarité. C'est la capacité de construire pour partager. C'est le respect de la vie. Le privilège, c'est la capacité de voir l'interdépendance entre soi-même, le reste et les autres. C'est un privilège de voir au-delà d'une discipline et de saisir la complexité de la réalité (interdisciplinarité). Le privilège est de pouvoir se mettre à la place de l'autre (intersectionnalité). L'empathie est un privilège.

Le privilège, c'est de pouvoir comprendre la peur occidentale omniprésente de la nature et des autres... et surtout, face à cette peur, de prendre la parole et de se mettre debout.

La Terre meurt de faim pour ce privilège.

P.S. Le «Dieu est mort» de Nietzsche ne pourrait pas être plus approprié aujourd'hui. L'idée occidentale de Dieu (en tant que reflet de l'homme qui conquiert et exploite le monde), est en train d'être décolonisée par les forces divines de la nature. Ces dernières sont plus vivantes que jamais. Prions-les non pas pour la miséricorde, mais pour la sagesse.

Sources:

- 1 Nous pouvons tous être concernés, mais chacun est touché de manière très différente selon le lieu de naissance, le sexe, etc.
- 2 Ce processus établit de nouvelles réalités qui mettent à l'épreuve notre capacité physique, mentale et spirituelle à maintenir notre stabilité malgré la dégradation de nos moyens de subsistance.
- 3 Je me concentre sur deux systèmes dont le fonctionnement est essentiel pour la sauvegarde de la société pour montrer l'urgence déjà présente en 2019.
- 4 Pautsch, Misch. Wetterrückblick / Hohe Temperaturen, Trockenheit und ein Tornado – Die „Meteo“ hielt Luxemburg 2019 im Atem. Tageblatt. 02.02.2020. <https://www.tageblatt.lu/headlines/hohe-temperaturen-trockenheit-und-ein-tornado-die-meteo-hielt-luxemburg-2019-im-atem/>
- Pressemitteilung. Meteorologisches Bulletin ASTA: Extremsommer 2019 mit drei Hitzewellen, Temperaturrekorden, Regendefizit und einem Tornado am 9. August. Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung. 01.09.2019. <https://gouvernement.lu/dam-assets/>

documents/actualites/2019/09-septembre/ASTA-Bulletin-Summer-2019.pdf

5 Rapport Annuel 2019. CGDIS Corps Grand-Ducal Incendie et Secours.

Hermes, Sophie. Une année très chaude pour le CGDIS. 27.12.2019. Luxembourger Wort.

6 2019 über 50 Störungen im Kernkraftwerk Cattenom. 17.06.2020. Saarbrücker Zeitung.

Record heat had impact on Cattenom nuclear power plant. 14.08.2019 RTL Today.

7 Salvan, Tatiana. Covid-19 au Luxembourg: les pompiers, toujours sur le pont. Le Quotidien. 05.08.2020. Le Quotidien.

8 There is sufficient drinking water for the summer months: Jean-Paul Lickes

03.08.2020. RTL Today.

9 Verdict du président de l'Observatoire de l'environnement naturel François Benoy dans le rapport: Trotz vieler positiver Maßnahmen im Naturschutz: Die Situation der Habitate und der Tier- und Pflanzenarten in Luxemburg verschlechtert sich rapide. 09.09.2020. Observatoire de l'environnement naturel. <https://environnement.public.lu/fr/actualites/2020/09/situation-habitate-Luxemburg.html>

BIODIVERSITÄT IN LUXEMBURG: HÖCHSTE ZEIT ZU HANDELN. HÖCHSTE ZEIT ZU HANDELN, Ergebnisse des nationalen Berichts für die Periode 2013-2018 gemäß der Europäischen Naturschutz-Richtlinien. 08.09.2020. Observatoire de l'environnement naturel.

10 Les travailleurs essentiels risquent leur vie avec peu de protection pour maintenir ce mode de vie. En réponse, ils reçoivent surtout de vains applaudissements. Bravo !

11 Ma ville natale n'était ni une petite ville ni une région pauvre. Tampico était un moteur économique important du pays, avec une raffinerie de pétrole, un port important et une population régionale de la taille du Luxembourg. La chanson „Tampico“ d'Allan Roberts et Doris Fisher, suggère de manière sarcastique que la ville était plus américanisée que les États-Unis eux-mêmes.

12 Juste pour souligner : avoir plus, que ce soit une maison, un bunker, une villa en Nouvelle-Zélande, un billet pour l'espace, n'est pas le facteur déterminant d'une vie digne.

13 Par systèmes biologiques, j'entends des systèmes flexibles et adaptables. La question est de savoir si nous avons des systèmes biologiques alternatifs qui sont disponibles, durables et qui peuvent être multipliés pour remplacer les systèmes actuels.

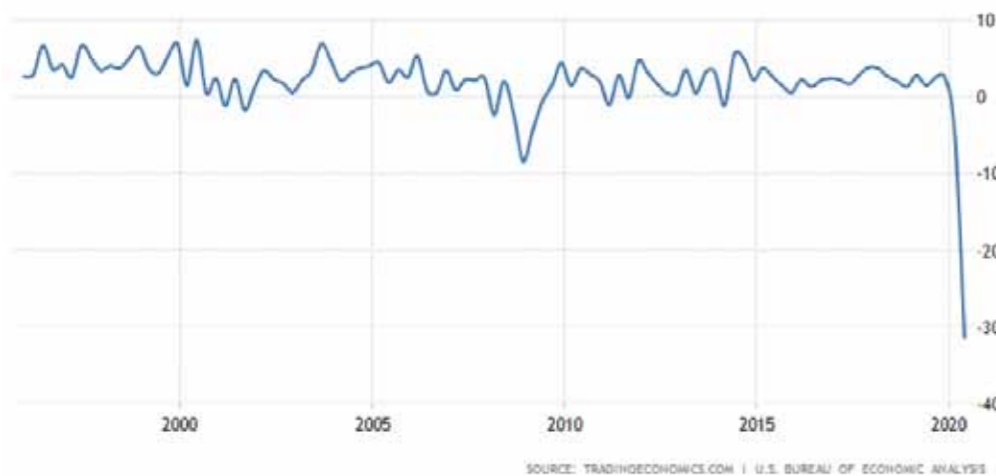
14 Non pas pour diminuer les milliers de décès dus à la covid19 dans le monde. Mon entourage a été touché et je connais des personnes qui ont survécu et d'autres qui ont péri. Ma famille, au Mexique, est enfermée depuis six mois.

15 Pour plus d'informations, consultez le site du Bureau of Economic Analysis du ministère américain du commerce. Le rapport du troisième trimestre sera publié le 29.10.2020

16 La note de travail, le résumé de la note de travail et la vidéo de la conférence de presse: <https://researchluxembourg.lu/de/recovid/>

17 Il y a quelques exceptions comme la Nouvelle-Zélande ou le Costa Rica.

18 Naomi Klein développe la nécessité des communautés dans le cadre de covid19 dans l'article Escape from the nuclear family publié le 05.08.2020 dans The Intercept.



«La pandémie ne peut pas servir d'excuse, au contraire, elle doit être un déclencheur pour une législation sur le devoir de diligence.»



Interview avec Claudia Saller, coordinatrice d'ECCJ (European Coalition for Corporate Justice)

En avril, le Commissaire européen responsable de la Justice, Didier Reynders, s'est engagé à lancer une initiative législative sur le devoir de diligence afin d'obliger les entreprises de l'UE de contrôler le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur. Pourriez-vous nous donner quelques informations sur le processus qui a conduit à cette décision ?

Une récente étude de la Commission européenne a révélé la nécessité d'une législation contraignante que les décideurs politiques ne peuvent plus ignorer. Parmi les entreprises interrogées, seules 37 % ont déclaré qu'elles procédaient actuellement à une forme de diligence raisonnable en matière de droits humains et environnement le long de leur chaîne de valeur. Ce chiffre risque d'être encore plus bas si l'on exclut les entreprises déjà soumises à la législation sur la diligence raisonnable en matière de droits humains (comme par exemple, les entreprises françaises).

Cette étude a également montré qu'une large majorité des parties prenantes consultées (68 %) considèrent que les mesures volontaires actuelles ont échoué à modifier la manière dont les entreprises gèrent leurs impacts sociaux et environnementaux et à offrir des recours aux victimes.

L'étude reconnaît que les lignes directrices volontaires, sans obligations légales, auraient «des impacts sociaux très faibles ou nuls [...] car elles manquent de mécanismes d'application et dépendent de la volonté des entreprises de se conformer et de partager de manière transparente les détails des procédures».

En même temps, au niveau national, les membres de European Coalition for Corporate Justice ont été actifs dans la promotion et la revendication de législations sur le devoir de diligence en matière de droits humains et environnement au niveau national. Dans 15 pays européens, il y a maintenant des développements législatifs ou des campagnes de la société civile qui demandent à leurs gouvernements de réglementer l'impact des entreprises sur les droits humains et l'environnement. En particulier, les ministres allemands du développement et du travail ont déclaré qu'ils étaient sur le point d'entamer un processus législatif pour une loi sur la chaîne d'approvisionnement en Allemagne. Après la loi française sur le devoir de vigilance en France qui a été adoptée en 2017, l'Allemagne serait un autre acteur économique majeur au sein de l'UE qui s'engage à aller dans cette direction. L'exemple français a montré qu'une législation incluant



Claudia Saller est la coordinatrice d'European Coalition for Corporate Justice depuis 2018. Son travail consiste à coordonner la Coalition et à développer la stratégie de l'ECCJ qui rassemble des plateformes nationales de la société civile, y compris des ONG, des syndicats, des organisations de consommateurs et des institutions universitaires qui promeuvent la responsabilité des entreprises au niveau européen. Claudia Saller est également membre du conseil consultatif du groupe de travail du Parlement européen sur la conduite responsable des entreprises. Avant de rejoindre l'ECCJ, elle a travaillé au sein du mouvement syndical européen, au Parlement européen, ainsi que pour le réseau de la société civile autrichienne sur la responsabilité sociale des entreprises. Elle est titulaire d'un diplôme en sciences politiques de l'université de Vienne, en Autriche.

la responsabilité des entreprises est possible. Maintenant que plusieurs États membres se sont engagés dans la voie de la diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement, et que certains secteurs (comme les minéraux de conflit et le bois) ont déjà mis en place des obligations de diligence raisonnable, il est clair que nous devons établir le même ensemble de règles pour toutes les entreprises opérant dans l'UE, et de plus en plus d'entreprises le demandent.

En outre, ces dernières années, les nombreux appels du Parlement européen et de la société civile européenne en faveur d'un tel cadre législatif au niveau de l'UE sont devenus plus forts et ont créé une pression sur l'UE pour qu'elle agisse. L'étude de la Commission a ajouté le poids académique et les preuves nécessaires pour que la Commission puisse enfin avancer dans ce dossier.

Quel rôle la pandémie de COVID a-t-elle joué dans ces initiatives ?

Au niveau de l'UE, la crise a accéléré les développements. La pandémie a mis en évidence la nécessité de mieux réguler la mondialisation économique. Elle a révélé à quel point les gouvernements et les entreprises de l'UE ont perdu le contrôle

de leurs chaînes d'approvisionnement, ce qui est inquiétant. Elle est inquiétante pour les entreprises, car leurs chaînes d'approvisionnement se sont révélées insuffisamment résistantes et fiables. C'est inquiétant pour les travailleurs de ces chaînes d'approvisionnement : Ils ne peuvent pas compter sur le versement de leurs salaires, leurs moyens de subsistance ne sont pas assurés. Pendant la crise, les entreprises se sont retirées des contrats existants ou n'ont tout simplement pas payé les marchandises déjà commandées et fabriquées, parce que la demande du marché dans l'UE était en baisse.

Un processus de diligence raisonnable approprié aiderait l'entreprise à mieux réagir à une crise et à ses effets potentiellement dévastateurs sur les travailleurs de la chaîne d'approvisionnement. Nombre d'entre eux sont encore confrontés à des risques sanitaires et financiers extrêmes en raison de la pandémie. Un processus de diligence raisonnable en place contribuerait même à prévenir de futures crises sanitaires, en s'attaquant à leurs causes liées à l'environnement.

La pandémie ne peut pas servir d'excuse, au contraire, elle doit être un déclencheur

pour une législation sur le devoir de diligence.

Cependant, nous entendons dire que le lobbying des entreprises auprès des gouvernements nationaux pour qu'ils renflouent et soutiennent financièrement les entreprises au lieu de leur imposer un «autre fardeau», est fort. Il s'agit évidemment d'une approche à très court terme et qui n'est pas dans l'intérêt d'une économie financièrement et socialement durable.

Quel impact une législation européenne sur le devoir de diligence peut-elle avoir sur les personnes affectées par les activités des entreprises dans le Nord et le Sud ? Et à l'échelle mondiale ?

Si elle est bien faite, la future directive constituera un important changement de paradigme. Elle imposera à l'entreprise le devoir réel de se préoccuper de son impact sur les droits humains et l'environnement, et d'agir en conséquence. L'efficacité de la directive dépend principalement des sanctions et des options de responsabilité qu'elle inclurait. La responsabilité administrative peut permettre aux États de sanctionner les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations légales. Cela signifie qu'elles pourraient être sanctionnées

pour ne pas avoir fait preuve de diligence raisonnable, mais cela ne signifie pas automatiquement qu'elles devraient réparer les dommages qu'elles causent parce qu'elles n'ont pas mis en place un processus de diligence raisonnable. Par exemple, elles ne seraient pas sanctionnées d'avoir pollué une rivière, mais seulement de ne pas avoir mis en place un processus qui leur aurait permis de savoir qu'elles risquaient de polluer une rivière. Ce n'est pas suffisant.

La responsabilité pénale pourrait entraîner l'emprisonnement des dirigeants d'entreprises qui, par leurs décisions commerciales, ont délibérément causé des violations des droits humains. Cela ne donne toujours pas le droit aux victimes de ces décisions de saisir un tribunal de l'UE.

En revanche, la responsabilité civile permet aux personnes victimes d'abus de la part des entreprises de faire valoir leurs droits et d'avoir accès à un recours judiciaire.

Sans la possibilité pour les victimes de saisir la justice, les entreprises ne sont pas vraiment incitées à respecter leur obligation de diligence raisonnable, et encore moins à réparer les préjudices subis dans leurs chaînes de valeur mondiales et à indemniser les victimes pour les dommages subis.

Afin d'avoir un impact réel, la responsabilité civile constitue un élément clé de la future directive européenne, ainsi que d'éventuelles législations nationales.

Un autre aspect est la transparence de la chaîne d'approvisionnement : Si la législation oblige une entreprise à retracer ses produits jusqu'au tout début de la chaîne d'approvisionnement, cela permettrait une meilleure évaluation des risques. Cela permettrait de mieux impliquer les parties prenantes et d'identifier les éventuels effets négatifs des activités de l'entreprise.

Dans le même temps, nous devons être conscients que la diligence raisonnable ne suffira pas à elle seule à changer l'économie mondiale. Elle peut constituer un point de départ important. Au niveau européen et national, nous devons introduire et renforcer également d'autres mesures visant à améliorer l'accès à la justice et aux recours judiciaires.

L'ECCJ fait également équipe avec des partenaires aux États-Unis, au Canada, en Australie, au Mexique, au Brésil afin de soutenir, espérons-le, dans un avenir proche la mise en place de ce type de changement législatif dans le plus grand nombre possible de juridictions dans le monde. Si l'UE crée un précédent, les autres auront moins d'excuses pour ne pas suivre. Les entreprises mondiales veulent des conditions de concurrence équitables et, selon nous, cela implique une responsabilité des entreprises qui soit applicable dans le monde entier. Un traité contraignant des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains serait un instrument idéal pour compléter les règles nationales et régionales.

À quoi devrait ressembler la future législation pour être efficace ?

ECCJ pense que toute législation en matière de diligence raisonnable, que ce soit au niveau national ou européen, devrait s'appliquer à toutes les entreprises, quelle que soit leur taille ou le secteur dans lequel elles opèrent. Nous devons parvenir à des conditions de concurrence réellement équitables. Les institutions financières devraient également être incluses.

Elle doit contraindre les entreprises à respecter tous les droits humains internationalement reconnus, ainsi que les normes environnementales dans leurs propres activités, et à assurer le respect et la conformité avec ces droits et normes tout au long de leur chaîne de valeur mondiale. Il ne faut pas se limiter seulement à la chaîne d'approvisionnement auquel cas, nous passerions à côté de tous les grands investissements et projets comme par exemple la construction de barrages peu sûrs comme celui de Brumarinho au

Brésil qui s'est effondré en causant la mort de centaines de personnes. Pour ce faire, les entreprises doivent consulter leurs parties prenantes de manière significative, c'est-à-dire en personne et en tenant réellement compte de ce que les parties prenantes ont à dire.

Le cadre juridique de l'UE doit également être aussi spécifique que possible à l'égard des États membres, car c'est là que l'application de la législation se fait.

Des autorités d'exécution bien dotées en ressources et dotées d'un mandat fort doivent prévoir des sanctions et des pénalités. Et les citoyens doivent avoir le droit de contester le non-respect des règles par les entreprises.

L'accès à la justice pour les victimes doit être amélioré par une répartition équitable de la charge de la preuve, et par des délais plus réalistes pour engager des poursuites ; nous proposons un délai de prescription minimum de cinq ans.

La ratification d'accords commerciaux tels que le CETA peut-elle affecter l'efficacité de la future législation ? Si oui, comment ?

Malheureusement, c'est l'expérience avec les accords commerciaux. En raison du mécanisme ISDS (tribunaux d'arbitrage), ils peuvent miner la législation sociale et environnementale progressiste. C'est pourquoi nous devons nous assurer que le plus grand nombre possible de pays disposent de lois solides en matière de diligence raisonnable, de sorte que ces lois soient prises en compte dans les accords commerciaux.

Le récent avis du Comité économique et social européen sur «Les chaînes d'approvisionnement durables et le travail décent dans le commerce international», rédigé par la rapporteuse Tanja Buzek, tente de déplacer le débat des droits des investisseurs vers les responsabilités des investisseurs, en exigeant - comme condition - que les investisseurs étrangers se conforment à une diligence raisonnable en matière de droits humains avant de pouvoir bénéficier des accords internationaux d'investissement. Cet avis a été adopté à

une écrasante majorité par les membres du Comité - y compris par les entreprises. C'est une bonne orientation.

Nous cherchons également à renforcer le dialogue entre les mouvements qui travaillent sur les accords commerciaux et ceux qui se penchent sur la responsabilisation des entreprises au sein de la société civile afin de mieux aborder cette question.

L'accord commercial UE-Mercosur, un coup d'État



Álex Guillamón Lloret, Entrepueblos (Espagne)

Le 28 juin 2019, l'UE et les pays du bloc du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) ont annoncé un accord politique entre les deux régions afin d'avancer vers la ratification et l'entrée en vigueur de l'accord d'association UE-Mercosur. Les négociations pour cet accord ont commencé il y a plus de 20 ans, en 1999, et depuis lors, elles ont traversé différentes périodes de progrès et de stagnation, mais la suspension du Venezuela du Mercosur et la coïncidence des gouvernements ouvertement néolibéraux de Macri et de Bolsonaro en Argentine et au Brésil ont réussi à déclencher les négociations, aboutissant à ce qui serait le plus grand accord commercial conclu par l'UE en termes de volume d'échanges et de population concernée.

Le processus allant de l'annonce de l'accord à sa ratification et à son entrée en vigueur est long et complexe en raison de son statut d'accord mixte. C'est-à-dire il comprend des éléments de dialogue politique et de coopération qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'UE, mais qui sont partagés avec les États membres. Par conséquent, son processus d'approbation requiert d'abord un vote à l'unanimité au sein du Conseil de l'UE, formé par les gouvernements nationaux (si un seul gouvernement s'y oppose, le traité tombe). Ensuite, le Parlement européen décide à la majorité. Enfin, les parlements nationaux (et régionaux dans le cas de la Belgique) doivent le ratifier et auront la possibilité de l'arrêter.

Mais la Commission européenne pourrait contourner ce processus en scindant l'accord en deux parties pour accélérer la ratification. Les gouvernements de l'UE ont décidé en mai 2018 que Bruxelles pouvait diviser les accords commerciaux pour approuver leurs parties commerciales selon une procédure accélérée excluant les parlements nationaux. Cette procédure a déjà été appliquée pour les accords avec le Japon, Singapour et le Vietnam. Toutefois, le Conseil a décidé l'année dernière que le Mexique, le Mercosur et le Chili devaient rester des accords mixtes. La partie commerciale et matérielle de l'accord, la «compétence exclusive», pourrait être appliquée provisoirement après le vote du Parlement européen, sans attendre la décision du législateur. Avant cela, les gouvernements et les parlements du Mercosur devront le ratifier et cela ne se fera sans difficulté.

Malgré le fait que l'accord doit être ratifié en janvier 2021, le texte final de l'accord n'a pas encore été publié, le public n'a pas été consulté et aucune étude d'impact indépendante n'a été réalisée par une institution européenne pour évaluer les conséquences prévisibles de sa mise en œuvre sur le climat, la biodiversité, les droits humains et les différents secteurs économiques concernés.

Les graves conséquences du traité

Le traité commercial UE-Mercosur n'est pas un traité comme les autres : il fournirait 25 % du PIB mondial et 37 % des exportations. A grande échelle, avec ce traité, les grandes transnationales des deux côtés de l'Atlantique sont gagnantes.

Cet accord signifie l'approfondissement d'un modèle de dépendance et de répartition du travail qui réserve aux pays d'Amérique latine le rôle d'exportateurs de matières premières, une voie qui a d'énormes conséquences sociales et environnementales pour la région, tandis que l'Europe se réserve le rôle d'exportateur de voitures et d'autres produits industriels, ainsi que de produits alimentaires plus transformés, démantelant ainsi le tissu industriel interne de la zone du Mercosur. Il s'agit de relancer les secteurs agro-industriels, comme la viande ou le soja dans les pays du Mercosur, ce qui signifierait la déforestation de l'Amazonie et la destruction des savanes du Cerrado au Brésil et des forêts sèches du Chaco en Argentine, qui contiennent une énorme biodiversité et sont essentielles à la stabilisation du climat mondial.

Si l'accord entre en vigueur, il détruira les moyens de subsistance des familles et des communautés paysannes et des peuples indigènes d'Amérique du Sud. Les violations des droits humains et l'impunité des entreprises vont augmenter, notamment les violences physiques contre les peuples indigènes et les communautés paysannes, ainsi que l'expulsion de leurs terres. Mais ce sera aussi un nouveau coup porté à l'agriculture et à l'élevage européens, ce qui a été très clairement affirmé par 39 des organisations dans 14 pays.

Approuver ce traité, c'est renoncer à la lutte contre l'urgence climatique, mettant encore plus en danger le climat et la biodiversité de la planète, puisque le texte négocié, tenu secret pendant deux ans, laisse la protection de l'environnement en dehors des



© compact, flickr, CC BY-NC 2.0

«éléments essentiels» et contraignants, dont la violation entraînerait la suspension de l'accord.

Ce traité ne profite ni aux populations ni à la planète, mais plutôt aux sociétés transnationales.

Un traité qui est critiqué au sein même des institutions européennes

Depuis l'annonce de l'accord politique entre les deux régions, le traité a suscité les critiques d'un nombre croissant de gouvernements, d'institutions, d'acteurs politiques et d'organisations sociales en Europe et en Amérique latine.

Les organisations sociales des deux côtés de l'Atlantique dénoncent que le traité accentue les relations inégales entre les blocs, aggrave la crise climatique et assure l'impunité pour toutes sortes de

violations des droits humains, sociaux et environnementaux. La résistance de la société civile au traité a été renforcée par la crise de Covid-19, qui a mis en évidence les risques mondiaux d'expansion de l'agro-industrie orientée vers l'exportation et la destruction des écosystèmes et de la biodiversité.

Au niveau gouvernemental, des pays tels que l'Autriche, la Suède, les Pays-Bas et la région belge de Wallonie ont déjà approuvé des motions parlementaires contre la ratification de l'accord UE-Mercosur au Conseil de l'UE. De même, certains pays comme la France, l'Irlande et le Luxembourg ont publiquement exprimé leur refus de ratifier l'accord en raison du niveau élevé de déforestation et d'incendies en Amazonie brésilienne et des graves dommages causés à sa paysannerie.

La France a été l'un des rares pays de l'UE à demander une étude d'impact environnemental indépendante pour accompagner sa décision sur la ratification de l'accord au sein du Conseil de l'UE. Les résultats, publiés à la mi-

septembre, montrent les dommages que cet accord cause à la lutte contre la perte de biodiversité et la crise climatique. Leurs estimations suggèrent que la déforestation dans les pays du Mercosur pourrait s'accroître de 5 % par an en raison de la superficie de pâturage supplémentaire qui serait nécessaire pour couvrir l'augmentation de la demande de viande bovine par l'UE (entre 2 et 4 %), ainsi que d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires de 4,7 à 6,8 millions de tonnes d'équivalent CO2.

L'étude d'impact susmentionnée décrit l'accord comme une occasion manquée pour l'UE d'utiliser son pouvoir de négociation pour obtenir des garanties environnementales significatives, étant donné qu'il manque de mesures concrètes pour transférer efficacement les engagements climatiques aux règles commerciales.

La commission de l'agriculture du Parlement européen a récemment adopté une résolution demandant une législation contraignante contre la déforestation et

la réouverture de l'accord commercial UE-Mercosur. En outre, un récent rapport commandé par la commission de l'environnement du Parlement européen sur la déforestation et la perte de biodiversité en Amazonie brésilienne et ses liens avec les politiques de l'UE, indique que le taux de déforestation et les violations croissantes des droits des peuples indigènes soulèvent de graves questions quant à l'engagement du Brésil envers les traités internationaux tels que le traité de Paris. Elle admet également que le traité UE-Mercosur ne contient pas de dispositions visant à protéger efficacement les écosystèmes, le climat ou les droits humains, puisque les recours juridiques ne s'appliquent qu'aux violations des clauses commerciales et non à celles contenues dans le chapitre sur le développement durable.

En outre, lors de l'examen du rapport «Mise en œuvre de la politique commerciale commune» le 6 octobre dernier, le Parlement européen a approuvé un amendement visant à ne pas ratifier l'accord UE-Mercosur dans son état actuel.

De même, Bruxelles insiste depuis deux ans pour que l'accord d'association reprenne les engagements des deux parties au protocole de Paris, qui fixe les objectifs de la lutte contre le changement climatique, et que le Brésil, en tant que partie signataire, assume ces engagements et la lutte contre la déforestation. Mais la Commission européenne n'a publié que la partie commerciale de l'accord et garde confidentielle la partie politique où, supposément, apparaîtraient les engagements du Brésil et des autres signataires.

Réponse de la société civile organisée

La réponse de la société civile organisée est une coalition transatlantique. Des organisations sociales, syndicales, environnementales, féminines, paysannes et indigènes d'Europe et

d'Amérique du Sud se réunissent et se coordonnent pour mener une action commune contre cet accord entre l'UE et le Mercosur et lutter ensemble pour un avenir meilleur, en promouvant une économie équitable fondée sur les principes de solidarité, en répondant aux besoins des citoyens et en protégeant l'environnement.

Si nous voulons que cette crise soit une opportunité pour les populations et la planète, nous devons nous opposer à cet accord commercial entre l'UE et le Mercosur, et demander une fois de plus des politiques commerciales qui mettent la question de la vie au centre des discussions. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous engager à promouvoir un système commercial basé sur l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et le respect des droits humains.

EU-MERCOSUR: Gegen ein überholtes Freihandelsabkommen. Standpunkt des Klima-Bündnis

Aufgrund ... der Befürchtung, dass eine Ratifizierung des Abkommens die brasilianische Regierung in ihrer Missachtung von Umweltrichtlinien, Menschenrechten und Landrechten indigener Völker bestärken ... wird, ... fordern die Mitglieder des Klima-Bündnis den Europäischen Rat und die Mitglieder des Europäischen Parlaments dazu auf:

Das EU-MERCOSUR-Freihandelsabkommen sowie weitere klimaschädliche Freihandelsabkommen in der jetzigen Form abzulehnen.

Indigene und andere gefährdete Völker Amazoniens durch den Schutz ihrer Rechte inklusive des Rechts auf freie, vorherige und informierte Zustimmung ... zu unterstützen, ... (z.B. durch die Ratifizierung der ILO-Konvention 169), ...

-EU-Handelsabkommen zu erarbeiten, die mit Sozial- und Umweltstandards allgemein und insbesondere mit dem Klimaschutz konform sind, ...

-Sicherzustellen, dass die EU-Handelspolitik über Mechanismen zur Einhaltung vereinbarter Nachhaltigkeitsstandards verfügt, ...

-Sicherzustellen, dass EU-Handelsabkommen demokratisch und transparent verhandelt werden, ...

-Die europäische Landwirtschaft dabei zu unterstützen auf mehr pflanzenbasierte Proteine umzustellen und dabei lokale, agroökologische Systeme – in der EU so wie in den MERCOSUR-Ländern – zu stärken,

-Rekommunalisierung von privatisierten lokalen öffentlichen Dienstleistungen sowie die Produktion von kritischen Gütern auf lokaler Ebene, um eine nachhaltige und resiliente Versorgung mit Grundgütern innerhalb der EU zu gewährleisten, ...

-Eine transparente Erfassung von CO2-Im und -Exporten, um ...z.B. Schlupflöcher im Export von europäischen Kraftstofffahrzeugen nach einem möglichen intereuropäischen Verbot zu verhindern.

Tu as été si courageuse



Yesha Ramos

Déclaration personnelle de Clarissa (Yesha) Ramos ex-directrice exécutive de l'organisation philippine PDG (Peace and Development Group) sur l'assassinat de sa collègue défenseure des droits humains et amie proche - Zara Alvarez.

Le 17 août dernier, Zara Alvarez, âgée de 39 ans et défenseure des droits humains, a été abattue par des inconnus à Bacolod City, sur l'île de Negros. Elle était assistante juridique de l'organisation Karapatan et responsable de la recherche et du plaidoyer du Negros Island Health Integrated Program. Zara avait travaillé dans la documentation de cas de violations des droits humains, dans la défense des paysans sans terre lors des dialogues avec l'armée et le gouvernement local et dans le renforcement des défenseurs. Zara a été également à l'avant-garde de la campagne anti-mines et d'autres projets destructeurs de l'environnement à Negros.

A côté de son engagement comme défenseure, Zara était aussi une mère, une fille, et une amie. Yesha Ramos, une de ses proches, ancienne directrice exécutive de PDG et veuve de Ben Ramos, aussi assassiné brutalement, lui a dédié cette lettre émouvante depuis l'exil...

Je connais Zara depuis longtemps maintenant. Elle était cette jeune petite activiste qui se démarquait toujours de la foule par sa voix forte dénonçant la situation oppressive des paysans et ses mots frappants réclamant la libération de l'esclavage de la pauvreté, une paix juste et durable, la terre pour ceux qui la cultivent, et une meilleure éducation pour les jeunes générations. Elle était très jeune à l'époque et pourtant très déterminée. Je n'ai jamais vu une telle ténacité. À l'époque, j'aurais souhaité avoir le même courage, la même force, la même valeur pour m'exprimer. Zara peut le faire avec spontanéité, sans pause, sans hésitation, sans réserve.

Lorsque nous avons toutes les deux vu nos photos sur une affiche, ensemble avec mon mari et de nombreux autres activistes exposées dans la rue et étiquetées comme terroristes, nous avons dit en plaisantant «pourquoi n'ont-ils pas choisi une meilleure photo de nous ? Nous y avons mis de l'humour malgré les peurs croissantes qui nous habitaient. Zara disait toujours : «nous serons toujours incompris par ces politiciens avides de pouvoir parce que nous disons la vérité». Ils nous perçoivent comme des ennemis parce que nous travaillons avec le peuple, nous sommes bien ancrés, nous faisons écho à la voix des marginaux».

«Yesha, c'est tellement difficile pour moi de bien dormir. Chaque fois que j'entends mon téléphone sonner, je sais que quelqu'un a pu être tué, ou enlevé, ou arrêté et cela me donne cette sensation de froid. Mais je dois me lever, penser clairement, rassembler mes forces et bouger parce que chaque minute compte»

Lorsque mon mari a été assassiné en 2018, les deux premières personnes que j'ai contactées ont été Clarizza Singson de Karapatan et Zara qui travaillait à l'époque pour le NIHIP. Ce sont mes deux camarades les plus fidèles sur lesquelles je peux compter. Elles ont été mes compagnes constantes lorsque nous devions partir en mission d'enquête, lorsque nous devions gérer des équipes pour rechercher le lieu où se trouvaient des paysans enlevés ou des défenseurs des droits humains, lorsque nous devions affronter des agents de l'État dans des dialogues, lorsque nous devions nous asseoir et comparer nos notes sur les violations des droits de humains documentées. Zara était là pour soutenir nos campagnes et le renforcement des alliances. Zara était mon acolyte lorsque nous devions organiser des programmes pour les agents de santé communautaires. Zara était toujours là, prête à donner son temps et son énergie.

Depuis 2018, nous avons vécu les moments les plus difficiles en tant que défenseures des droits humains à Negros. Un jour, Zara m'a dit qu'elle devait prendre fonction chez KARAPATAN-Negros. Nous avons eu une longue discussion. Elle



Au mois d'août, les partenaires de l'ASTM aux Philippines – KMP (Peasant Movement of the Philippines) et KARAPATAN – ont souffert de la perte de deux de leurs collaborateurs: Zara Alvarez et Randall Echanis. Le 10 août, Randall Echanis, (72 ans) de l'organisation KMP, a été trouvé mort avec des marques de torture, de multiples coups de couteau et des blessures par balle. Echanis avait été longtemps activiste pour la réforme agraire et consultant pour le processus de paix auprès du Front National Démocratique des Philippines (NDFP). Jusqu'à sa mort il était secrétaire général adjoint de KMP.

était très frêle à l'époque, car elle venait de se remettre d'un malaise. Et pourtant, malgré son état de santé, elle a assumé la tâche. Elle m'a dit un jour : «Yesha, c'est tellement difficile pour moi de bien dormir. Chaque fois que j'entends mon téléphone sonner, je sais que quelqu'un a pu être tué, ou enlevé, ou arrêté et cela me donne cette sensation de froid. Mais je dois me lever, penser clairement, rassembler mes forces et bouger parce que chaque minute compte». Et puis nous comparions en riant la façon dont nos corps réagissaient à nos angoisses et épuisement- Zara perdant ses cheveux et moi perdant du poids.

Depuis l'année dernière, nous étions toujours ensemble pour parler dans des forums, raconter nos douloureuses histoires de lutte. Nous étions ensemble en train de verser des larmes de colère en voyant de plus en plus de défenseurs des droits humains tués et arrêtés.

Nous avons rencontré des journalistes, organisé des missions d'enquête, pris des chemins différents pour nous assurer que nous ne serions pas suivis par des tueurs cagoulés. Il n'y pas si long temps, en août 2019, nous avons terminé une mission de secours. C'était une aide aux prisonniers politiques, mais nous avions l'intention de continuer à travailler, nous avions fait un pacte que nous continuerions à aider les paysans et les défenseurs des droits humains injustement incarcérés ou tués. Bien qu'épuisée, Zara souriait encore parce qu'elle croyait que nous pouvions et que nous pourrions toujours parcourir les longues routes sinueuses et épineuses pour atteindre notre rêve de libération et de changement social.

Elle était cette camarade compréhensive qui m'a écoutée quand j'ai dû prendre la décision difficile de prendre de la

distance. Elle m'a courageusement fait remarquer mes défauts mais m'a donné le sentiment que j'étais toujours à ma place. Ses mots exacts pour moi: « Réfléchis bien. Quelles que soient les décisions prises, je sais que ce sera difficile, mais tu peux l'endurer. Ne te détache pas des masses parce que tu ne seras jamais déçue. Je comprends vraiment ta situation maintenant ». Elle m'a rassurée chaleureusement.

Zara, tu nous as été arrachée brutalement. Tu as été tuée par balle, de la même façon qu'ils ont assassiné mon mari. Quand j'ai entendu la nouvelle, j'ai gelé, le cadavre de Ben à l'hôpital portant 3 coups de feu m'est revenu en mémoire. Quand j'ai vu une photo de ton cadavre allongé dans la rue, elle m'a renvoyé à une photo du sang de Ben étalé dans la rue. Les escadrons de la mort de l'État ont pris de bons protecteurs, de bons défenseurs. Tu as été si courageuse Zara.

Tu menais infatigablement une lutte juste pour le peuple.

Je sais que nous sommes devenus un obstacle pour ce gouvernement fasciste. Trop de sang a été versé dans tous les coins de L'île de Negros. Le sang des fermiers qui nous nourrissent. Le sang des ouvriers qui se tuent à la tâche. Le sang des mères qui ont perdu leurs enfants. Des enfants qui ont perdu leurs parents. Des femmes veuves. Mon cœur saigne. Nous sommes des défenseurs des droits humains qui travaillent pour la paix, nous sommes des personnes dignes, avec des rêves pour nos familles, avec l'espoir d'un avenir qui nous libérera de toute forme d'exploitation.

Toi, comme tant d'autres milliers de paysans et d'activistes, es devenue victime de ces meurtres impitoyables. Mais nous continuerons le combat. Nous continuerons parce qu'à chaque vie perdue, de nouveaux défenseurs et activistes émergeront et lutteront pour la justice. L'action collective est tout ce dont nous avons besoin face à la colère et à la peur, à l'intimidation et au meurtre. La vie que tu as offerte au peuple ne sera pas sacrifiée en vain. Nos larmes ne seront pas versées parce que nous nous accrocherons aux principes que nous avons promis de protéger. Nous n'y parviendrons peut-être pas dans cette vie, mais nous y essaierons pour les générations à venir.

Pour Kai, la fille bien-aimée de Zara, reste forte. Je sais combien il est douloureux de perdre une personne aimée parce que j'ai moi aussi perdu mon cher mari. N'aie pas peur. Nous sommes avec toi. Les gens autour de toi maintenant te protègent. Peu importe où nous nous trouverons, nous continuerons à lever le poing et à nous battre pour la justice.

Un salut rouge pour toi Zara, et pour les milliers de personnes qui ont sacrifié leur vie. »

JUSTICE POUR ZARA ALVAREZ ! JUSTICE POUR BEN RAMOS ! JUSTICE POUR LES VICTIMES DES ASSASSINATS EXTRAJUDICIAIRES !

Comme beaucoup d'autres activistes, Echanis et Alvarez avaient été classifiés par le gouvernement comme terroristes et avaient été harcelés, poursuivis et détenus sous de fausses accusations. Ces deux assassinats s'additionnent à une longue liste d'activistes qui ont perdu la vie en toute impunité depuis le début du régime Duterte, ainsi qu'aux assassinats de Benjamin Ramos et du Père Marcelito Paez, également membres des partenaires de l'ASTM.

Nos partenaires nous ont également informés que plusieurs défenseur.e.s appartenant à différentes organisations de Negros Occidental ont reçu des menaces de mort après l'assassinat de Zara Alvarez, parmi lesquels Felipe Levy Gelle, le responsable du plaidoyer de notre partenaire PDG.

La situation aux Philippines devient de plus en plus préoccupante car seulement en 2019, 43 défenseurs ont été assassinés, dont 26 en relation avec des activités de l'agrobusiness, ce qui représente le chiffre le plus haut au niveau mondial.

La pandémie de la faim...pour aller plus loin



Anne Müller, ASTM

Martín Caparrós: „Der Hunger“

Die auf der Erde produzierten Lebensmittel könnten bis zu zwölf Milliarden Menschen ernähren. Gleichzeitig leidet etwa eine Milliarde tagtäglich an Hunger. Wie kommt es zu diesem so paradoxen wie grausamen Zustand? Warum bewirken die bisherigen Anstrengungen keine grundlegende Verbesserung? Martín Caparrós mischt in seiner breit angelegten Darstellung Reportage, Kulturgeschichte, Essay und Streitschrift. Sein Bericht führt uns in entlegene Gebiete im Niger, Großstadtslums in Indien, Müllkippen in Argentinien, zu Lebensmittelspekulanten in den USA, Bäuerinnen in Bangladesch und alleinerziehenden Müttern im Südsudan. Dazubeleuchtet er die moderne Agrarwirtschaft und die Verwendung von Hilfsgeldern sowie Phänomene wie die Landnahme von Investoren in wirtschaftlich armen Ländern. Caparrós kommt zu der Feststellung, dass der Hunger keine schicksalhafte Tragödie ist, sondern vielmehr brutaler Ausdruck eines globalen Ungleichgewichts. So fragt das Buch auch nach der Verteilung von Privilegien und der Rolle eines jeden Einzelnen in einer von beschämender Ungerechtigkeit geprägten Welt.

844 Seiten, 2016, bpb (Bundeszentrale für politische Bildung)

<https://www.bpb.de/shop/buecher/schriftenreihe/235553/der-hunger>



Pierre Rabhi & Juliette Duquesne :
« Pour en finir avec la faim dans le monde »

Afin de justifier l'agriculture intensive, certains nous expliquent que, depuis cinquante ans, la faim dans le monde a diminué. Et qu'il est impossible de nourrir 7 milliards d'humains grâce aux techniques respectueuses de l'environnement.

Comment justifier qu'aujourd'hui des enfants, des femmes et des hommes meurent encore de faim ? Et surtout, comment mettre un terme à ce délit collectif insoutenable ?

Entre surabondance et pénurie, le système alimentaire mondial actuel est en échec. Pour faire face à l'augmentation de la population et à la dégradation de l'environnement, des choix urgents s'imposent.

L'agroécologie, qui ne requiert aucun pesticide chimique, est parfaitement adaptée à la condition souvent précaire des paysans. Elle est la solution pour, enfin, éradiquer la faim dans le monde.

Issu d'une enquête approfondie, ce livre propose des solutions. Car il est possible de nourrir tous les enfants que porte notre Terre.

125 pages, 2017, Presses du Châtelet

<http://www.presseduchatelet.com/livre/en-finir-avec-la-faim-dans-le-monde/>

**David Rieff: “The Reproach of Hunger
“Food, Justice, and Money in the Twenty-
First Century”**

Can we provide enough food for 9 billion (2 billion more than today) in 2050, especially the bottom poorest in the Global South? Some of the most brilliant scientists, world politicians, and aid and development persons forecast an end to the crisis of massive malnutrition in the next decades.

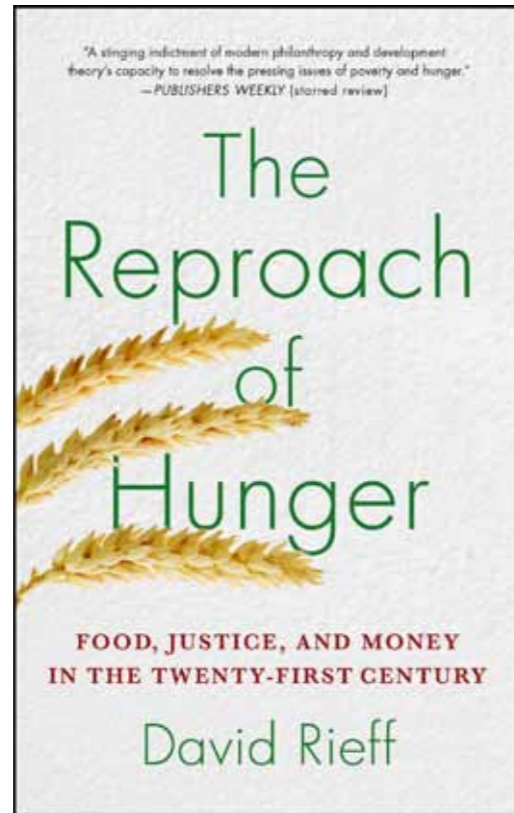
However, food rights campaigners (many associated with green parties in both the rich and poor world) and traditional farming advocates reject the intervention of technology, biotech solutions, and agribusiness. Many economists predict that with the right policies, poverty in Africa can end in twenty years. “Philanthrocapitalists” Bill Gates and Warren Buffett spend billions on technology to “solve” the problem, relying on technology.

Rieff, who has been studying and reporting on humanitarian aid and development for thirty years, puts the claims of both sides under a microscope and asks if any one of these efforts will solve the crisis. He cites climate change, unstable governments that receive aid, the cozy relationship between the philanthropic sector and agricultural giants like Monsanto and Syngenta, that are often glossed over.

432 pages, 2015, Simon & Schuster

<https://www.simonandschuster.com/books/The-Reproach-of-Hunger/David-Rieff/9781439123881>

<https://www.goodreads.com/book/show/25152010-the-reproach-of-hunger>



CARNETS
D'ALERTE
PIERRE RABHI
JULIETTE DUQUESNE
POUR EN FINIR AVEC
LA FAIM DANS LE MONDE



